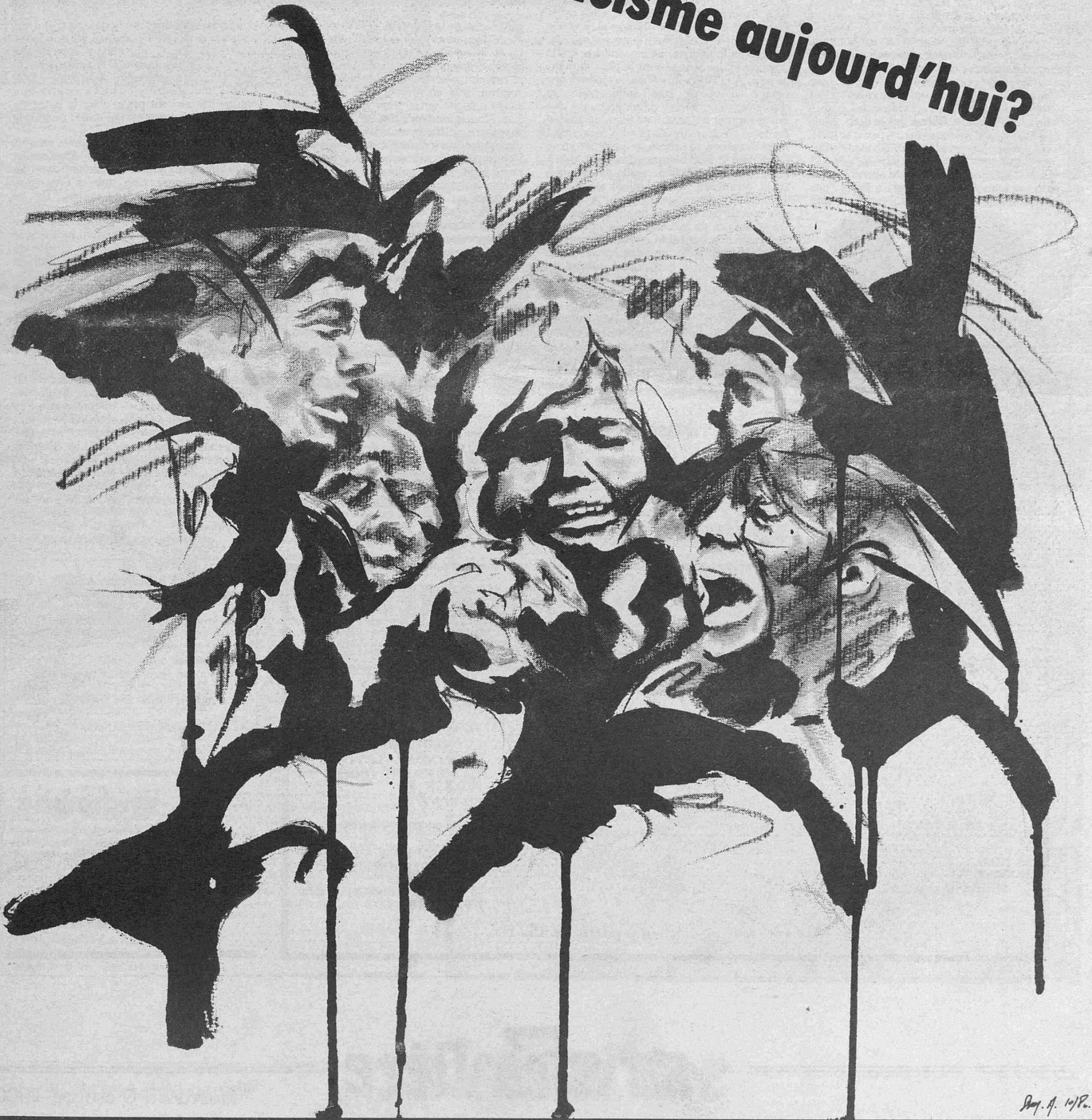


SAISONnière

pour un hebdo de l'immigration

28 Octobre 1980 Prix: 5F.

Quel anti-racisme aujourd'hui?



Guy A. 1980

Goussainville: ville sans gout

Tout d'abord, nous voudrions remercier tous les responsables de « Sans Frontière » qui nous ont donné l'occasion de nous exprimer et de mettre sur le papier tout ce que nous ressentions. Une expérience comme celle-ci devrait amener beaucoup de gens à réviser leur idée que tous les jeunes de Goussainville ne sont que des voyous ou des casseurs, dénués de tout sens des responsabilités. Par cet article, nous ne voulons attaquer personne, nous ne faisons pas non plus de politique; mais il y a trop de choses qui nous révoltent et nous voudrions que pour une fois, notre voix soit entendue par les élus locaux et les Goussainvillois.

Une ville dortoir

Et puisqu'il faut parler de Goussainville, parlons-en, d'abord pour la situer: c'est une commune du Val d'Oise située à quelques kilomètres de l'aéroport Charles de Gaulle, une trentaine de milliers d'habitants la nuit. Ici, on a tout ce qu'une ville peut offrir à ses habitants: - un théâtre: qui ne fonctionne que deux fois par semaine. Un cinéma: fermé depuis plus de 6 ans. - Une piscine, quidepuis plus de 2 ans n'a plus rouvert ses portes. 2 stades et 2 gymnases: réservés aux licenciés. - 2 maisons de jeunes: réservés aux réunions politiques et aux associations. - Un centre Culturel où il ne se passe plus rien depuis bien longtemps. - Une trentaine de cafés: c'est très souvent là que l'on trouve les jeunes (because flippers, Babys, jukes box). Mais il faut quand même avoir un peu d'argent: en poche. Le problème à Goussainville, c'est que tout marche par cartes: pas de licence sportive: pas d'accès aux stades et aux gymnases. pas de carte du Parti: pas d'accès aux Maisons des Jeunes ni aux



(Photo Ben)

aides sociales (ou alors très rarement). Il vous reste seulement la carte Orange pour aller vous « éclater » à Paris et si vous n'avez pas cette carte là non plus, cela vous en coûtera 17F ou quelques amendes à payer.

La galère

Il y a aussi tous les points de rencontre des jeunes - Place de la Charmeuse, Petit mur, Café de la Gare. Des Cités, il y en a aussi et surtout. - Les Grandes Bornes, Cité Ampère, Butte aux Oies, Cité de la Gare, Cité des Acacias. Là non plus, il n'y a rien pour les jeunes, ni pour les autres: aucune salle sociale, seulement les Halls d'entrée où les jeunes sont le plus souvent bannis. A la Butte aux Oies, les jeunes ont essayé d'obtenir une salle pour se retrouver. Toutes les démarches ont été faites auprès de la société gérante (lettre écrite et pétition signée par les locataires) mais là encore, le problème a été détourné et on leur a fait comprendre qu'il fallait créer une association. Mais la plupart étant étrangers, il leur fallait créer une association d'étrangers. Mais là encore cela n'était pas du goût de tout le monde. On a essayé au niveau de la commune d'obtenir une véritable maison de jeunes. Les élus semblaient prendre ce problème très à cœur; on a donc réuni autour du maire-adjoint les responsables des jeunes, tout était bien parti pour créer une association de loisirs, les statuts ont été envoyés à la préfecture, les travaux étaient en cours d'achèvement, on a réussi à se mettre d'accord sur le matériel à acheter. Bref, tout semblait rose, le paradis quoi; et puis du jour au lendemain, plus rien; on n'a plus rien sur ce projet.

Question d'intérêt

Les élus locaux ont une certaine idée bien compréhensible des jeunes de Goussainville; tout ce qui avait été entrepris auparavant n'a pas donné de grands résultats. Il y a pourtant une chose qui doit leur ouvrir les yeux, c'est que les jeunes d'aujourd'hui sont pour la plupart



(Photo Ben)

différents de ceux d'hier, il y a eu une évolution dans les esprits. Extérieurement, bien sûr ce sont des jeunes, mais intérieurement, ils ont leurs idées propres et certains peuvent amener beaucoup à la communauté et surtout à la compréhension mutuelle entre tous les goussainvillois. Mais quand on a des arrières pensées, il est très difficile de s'en défaire et le dialogue reste inexistant ou alors on nous impose des choses sans nous demander notre avis. Et de galère en galère, on se demande quand viendra le jour où l'on touchera au port. Le reproche que l'on peut faire aux élus locaux, c'est qu'ils ne portent pas assez attention aux jeunes ni aux personnes âgées. Un exemple, lorsqu'un voyage est organisé à l'étranger pour les personnes âgées, les premiers à partir sont les employés de la mairie et ensuite les personnes âgées. Le jour des votes, la municipalité va chercher les personnes âgées et les retraités en car afin de leur amener les voix qui viendraient à leur manquer.

Un soir à Goussainville

Ici, il n'y a pas que les jeunes ou les personnes âgées qui ont des problèmes, beaucoup de travailleurs immigrés vivent au Foyer où ils ressentent vraiment le manque d'affection, la solitude. Ils essaient de faire du mieux possible pour s'intégrer tout en gardant leur identité propre; c'est pour cela qu'au Foyer, ils ont ouvert une salle de prières fièrement appelée Mosquée. Le soir, on retrouve

encore ici et là des jeunes qui, perdus dans tout ce dédale de bâtiments, discutent de tout et de rien. Et si on veut se retrouver entre copains et discuter devant un verre, il ne vous reste après 20h30 que le « Bon Coin », un café arabe où un vieux juke-box couine des airs du pays, c'est le point de rencontre de tous ceux qui ont la nostalgie du pays.

Et le soir, lorsque vous traînez encore, dans la solitude d'une nuit d'automne, vous constatez soudain (Euréka) dans un moment d'illumination, que les Goussainvillois descendent des poules. Ils se réveillent au chant du coq; mais pourtant, ce sont de mauvaises poules, car leurs œufs, quand ils les ont pondus, ne sachant qu'en faire, ils les cassent sur la tête du voisin. Tout ceci n'est encore qu'une question d'intérêts.

Ceci n'est que le premier article que nous publions, nous l'avons fait tous ensemble, nous y avons mis tout notre cœur, en nous exprimant avec nos moyens, et tant que nous aurons quelque chose à dire, nous le ferons par l'intermédiaire du journal. Ce que nous voulons, ce n'est pas grand chose, c'est un endroit où nous retrouver pour écouter de la musique, avoir des activités intéressantes, et sentir que l'on tient une place à Goussainville. Bien sûr, il ne faut pas se faire d'illusion, beaucoup de gens n'attendent que le premier faux-pas de notre part. Même si l'on obtient quelque chose, on n'aura aucune autonomie et cela on ne peut pas l'admettre. Bientôt Noël, et en plus les élections arrivent C'est peut-être un bon présage.

Les jeunes de Goussainville.

ABONNEMENT SANS FRONTIERE

— Profiter de l'offre exceptionnelle de lancement de l'hebdomadaire valable jusqu'au 25 novembre 1980.

TARIF	6 MOIS (26 N°)	1 AN (52 N°)	2 ANS (104 N°)
FRANCE	<input type="checkbox"/> 80F	<input type="checkbox"/> 160 F	<input type="checkbox"/> 300 F
AUTRES PAYS PAR AVION	<input type="checkbox"/> 180F	<input type="checkbox"/> 320F	<input type="checkbox"/> 500F

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE.....

Abonnement de soutien à partir de 160 F.

- ABONNEMENT
 RE-ABONNEMENT
JE VOUS REGLE PAR :
 CHEQUE BANCAIRE
 MANDAT—LETTRE
 VIREMENT TROIS VOLETS
 CCP

CCP 4.20900 F. PARIS

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 rue STEPHENSON
75018 PARIS

Lettre ouverte à mes amis Ahmed, Yvan, Mourouse, des jeunes de Goussainville.

Si un jour la vie te pousse à bout,
Si dans tes veines bouillonne un goût de liberté,
Si l'illusion se crée en toi;
Détourne ton regard et ne tombe plus jamais
Et surtout, n'oublie pas le chemin du retour
Car il te mènera vers l'amitié.

Ali

sans frontière

35, rue Stephenson
75018 Paris. Tél. : 606 15 68.
Rédaction régionale Midi : Marseille
4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.
Directeur de publication : Khali Hamoud.
Commission paritaire n° 61715.
CCP n° 420900 F Paris.
Diffusion : N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.

sans frontière

Les raisons de la colère

La grève des mineurs marocains des houillères de Lorraine



Photo Ph. Revelateurs

1974, année charnière, renchérissement du prix du pétrole, et lancement par le gouvernement français d'un plan de construction de centrales nucléaires, en attendant on revalorise le charbon. C'est la même année que Giscard d'Estaing décide d'arrêter l'immigration, pour lutter contre le chômage...

Il arrête l'immigration avec une dérogation de taille pour les charbonnages de France, dérogation, c'est-à-dire possibilité de faire venir des travailleurs immigrés à leur guise.

Ainsi s'installe au Sud du Maroc une véritable institution d'importation des hommes, à qui l'on tâte les muscles, et les épaules, pour le voyage au nord, dont certains ne reviennent pas.

Ils viennent sous contrat de 18 mois, maintenant 2 ans et tous les 2 ans le contrat est renouvelé.

La hantise, que dis-je ? L'angoisse, c'est la peur de la maladie, ou de l'accident de travail, en cas d'inaptitude le contrat n'est pas renouvelé. Ce qui signifie retour au pays.

J'en ai rencontré un, il me parle de tout ça et de la grève. Grève depuis le 6 octobre, j'ai vu dans leurs yeux la détermination de vaincre, ils se battent pour leur droit. Ils méritaient d'être à la tête de la manifestation des mineurs le 24 octobre qu'organisait la CGT.

« Je travaillais à Casablanca dans une usine de tissu, mon père m'a écrit de Ouazazate me disant qu'il y a quelqu'un qui inscrit pour la France, nous étions des centaines à nous inscrire, on a attendu un an, puis on nous a fait passer cinq visites médicales. Après on est resté quatre jours à Casablanca, il nous apprenait nos droits et les droits du Patron. C'est le Ministère du travail qui payait l'hébergement et la nourriture. On leur a demandé la valeur du contrat, la réponse a été que le contrat durait dix-huit mois et qu'après nous étions libres, vous pouvez faire ce que vous voulez ».

La plupart des Marocains qui sont ici, viennent de la région de Ouazazate, d'Agadir, de Marrakech, ils ne savent pas ce qu'ils ont signé, parmi les mille tu en trouves à peine quinze qui savent lire.

S.F. : Quel travail faites-vous ?

Mustapha : Le charbon, au fond de la mine, plus de mille mètres de profondeur, c'est nous qui piqons, c'est le travail le plus dur et le plus dangereux et personne ne veut de ce travail, nous sommes huit mille au fond, mais c'est nous qui sommes à l'endroit de la production.

Nous faisons des travaux qui ne sont pas de notre échelle, on nous oblige à faire des travaux très

dangereux, il y a peut être la mort au bout. Si on ne le fait pas, il nous menace de nous renvoyer au pays.

S.F. : Comment en êtes-vous venu à la grève ?

Les revendications

Embauchage des travailleurs marocains au statut de mineur :

— Mise au point d'un protocole d'accord tenant compte de la particularité de la main d'œuvre marocaine garantissant le maintien des avantages actuels, notamment : congés de longue durée, blanchissage de la literie et des bleus de travail, hébergement, organisation des départs pour les congés collectifs.

— La prise en charge par les Houillères du transport aérien à l'occasion des départs et retours des congés annuels et indemnités compensatrices pour ceux qui se rendent au Maroc par leurs propres moyens.

— Prise en considération des charges familiales pour la fixation des impôts sur le revenu perçus en France, même si la famille est au Maroc.

— Possibilité de logement pour les travailleurs marocains qui désirent faire venir leur famille en France.

— Reclassement dans l'entreprise en cas de blessure ou de maladie.

— Possibilité de promotion y compris aux postes d'accès d'agents de maîtrise.

— La délivrance d'un certificat de travail lorsque le travailleur marocain décide de quitter les houillères.

Mustapha : Il y a dans le contrat un accord, que les houillères nous paient le voyage aller-retour au Maroc, un copain a loupé l'avion, il a payé le voyage de sa poche, parce que les billets des houillères ne sont pas échangeables, comme ça nous sommes là le jour même de la reprise du travail.

Le copain a manqué un jour, la direction ne voulait pas lui rembourser son billet alors on a fait grève un jour. La direction a persisté dans son refus, le 2^e jour de grève la direction accepta le remboursement du billet, mais nous, on en a profité de la brèche pour poser nos revendications.

S.F. : Lesquelles ?

Mustapha : Nous voulons « le statut des mineurs tu comprends depuis 1975 je suis ici, et il y en a qui sont ici depuis 74, jusqu'à maintenant sous le contrat de travail, tous les deux ans nous signons un nouveau contrat, mais si un denous lui arrive quelque chose, malade ou accidenté « il est renvoyé au pays sans aucun droit. C'est ainsi qu'il y en a un parmi nous qui a caché son cancer du rein, il a été hospitalisé au dernier moment, la direction l'a renvoyé au Maroc, huit jours plus tard il meurt au pays. Quand on les renvoyait les uns après les autres, nous ne disions rien, puis nous nous sommes rendus compte qu'en 75 nous étions 1240 Marocains alors qu'aujourd'hui nous sommes 930.

310 sont partis, morts, malades, accidentés et ceux qui repartent au Maroc ainsi, ne sont plus utiles à rien, ni à leur famille ni à leur patrie.

Il y a dans la mine 25 nationalités, il n'y a que nous les Marocains qui n'avons pas le statut de mineurs.

S.F. Où en êtes-vous ?

R : Jusqu'à maintenant le Ministère du travail et la direction des Houillères se jouent de nous, comme d'un ballon de football. La direction nous envoie au Ministère, le Ministère nous envoie à la direction des Houillères et jusqu'à maintenant nous continuons la grève.

S.F. : Qu'est-ce que vous a dit le Ministre ?

R : Nous lui avons d'abord demandé, ce qu'il pensait des propos de Stoléro : le Ministre du Travail nous a répondu que Stoléro n'a jamais dit ça et que ses propos ont été exagérés par la presse, nous lui avons dit que nous étions présents quand il a dit, ça. Alors le Ministre nous a dit que Stoléro n'a pas le droit de parler ainsi.

Sur nos revendications, c'est la même chose, il a dit que notre problème était un petit problème que les houillères peuvent régler elles-mêmes.

S.F. : Et qu'est-ce que dit la direction des Houillères ?

R : Ils nous disent eux aussi, que c'est un petit problème, mais que c'est un grave problème, on a fini par comprendre que si on lâche le statut; il faudra aussi l'accorder aux 3500 Marocains qui se trouvent au Charbonnage du Nord, mais comme ils ont aussi l'intention de fermer la mine dans trois ans.

Q : Que dit la direction par rapport à votre grève ?

R : Elle la gêne beaucoup, parce que c'est nous qui sommes à la production; elle dit aussi que c'est la CGT qui nous a monté la tête, que les Marocains n'étaient pas si

éveillés. Nous avons répondu non, personne ne nous a poussé, c'est la souffrance et nos revendications qui nous ont poussé.

S.F. : Vous avez été à l'Ambassade du Maroc ?

R : Oui, à l'ambassade, ils nous ont répondu, que c'est nous qui voulions ces contrats, pour pouvoir rester au Maroc quatre mois.

S.F. : Tu as encore quelques choses à dire ?

R : Oui, on a pas le droit de faire venir nos femmes, nos enfants; on vit comme des porcs; ils disent en français « l'esclavage moderne ». Si tu parles avec quelqu'un, on te répond que tu es sous contrat. Tu demandes un congé pour aller au pays, on te dit « sous contrat », certificat de travail, tu n'y a pas droit, tu es sous contrat. Ces gens là ne nous prennent pas pour des hommes. Nous on se battra jusqu'au bout pour avoir le « Statut des Mineurs », rien de plus, rien de moins.

Pourquoi les autres ont le « statut des mineurs » et pas les Marocains sous contrat ?

Les Houillères ce qui les intéresse c'est que le charbon monte.

Interview recueilli par Hassan Zeroual

Extrait d'un contrat de travail

Pendant la durée du présent contrat qui pourra être éventuellement renouvelé, le titulaire percevra une rémunération correspondant à l'échelle ci-dessus, majorée des primes et accessoires rattachées à l'emploi, tant qu'il restera physiquement apte à tenir cet emploi.



Photo Ph. Revelateurs



NANTES:

«au réseau de solidarité contre les expulsions»

1978 : 5000 expulsés, dont 55% de Maghrébins, en majorité des Algériens. Le nombre a augmenté d'années en années. Comment se passe une expulsion? Comment arrive-t-on «au bled»? Et comment y survit-on, quand on est ainsi «rapatrié»? Comment essaie-t-on de «retourner»? Et aussi comme à Nantes, comment des citoyens français aident-ils à lutter contre cette pratique ignoble : l'expulsion «pure et simple»?

Le Ministère de l'Intérieur organise ces expulsions de façon quasi clandestine et de plus le «prévenu» ne sera informé de la procédure engagée que huit jours avant le passage devant la commission d'expulsion, délai trop court pour que l'avocat puisse prendre connaissance du dossier et préparer une défense efficace. Il faut savoir qu'aucun témoin n'est entendu devant cette commission qui de plus n'est que consultative puisque seul «le grand manitou» décide : le Ministre de l'Intérieur lui-même. Merci aux députés qui ont voté sa loi en décembre 79 pour légaliser les dispositifs qui étaient appliqués depuis plusieurs années. «Avant qu'on soit reconduit sous escorte et MAT 49 aux poings, on est gardé par la police durant plusieurs heures voire plusieurs jours» me disait Abdellah qui a fait un séjour dans le fameux centre Arenc.

Mais que deviennent-ils, après avoir été expulsés hors du territoire français? Pour quelques jeunes expulsés que j'ai rencontrés en Algérie, ils sont, dès leur arrivée, dirigés sur le commissariat de Rouiba (grande banlieue est d'Alger) où, comme ici, ils sont photographiés, interrogés et fichés. Ensuite, un billet leur est délivré, pour qu'ils puissent regagner leur village ou ville d'origine. Mais la plupart d'entre eux restent dans les grandes cités (Alger et Oran, surtout). Ils vivent «l'expulsion-exil» et se démerdent pour vivre, se faire héberger par-ci, par-là... Certains fument ou se piquent (morphine). Ils vivent le banissement, se «ghettisent»... Dans leur discussion, ils évoquent avec nostalgie «leur France» : les cités, les coups, les copines.

PARTIR

Leur idée fixe reste de «partir» : presque tous essaient de revenir clandestinement et aucune maille de filet ne sera jamais assez serrée pour les en dissuader : ne les divers «dispositifs» Bonnet, ni les «déclarations» de Stoléru, ni l'augmentation des effectifs de la police des frontières.

J'ai relevé quelques cas dans la brochure de la Commission Anti-Expulsion, laquelle se trouve à Alger et est, pour l'essentiel de ses effectifs, composée de Français, prêtres ou coopérants. Cette commission essaie d'aider les expulsés en Algérie même déjà, pour combler la grande lacune que l'on peut constater, pour ce qui est de la prise en charge des jeunes en particulier : leur trouver un «job», une «crèche», etc.

Voici deux cas :

— Un expulsé aux cheveux frisés et mesurant 1m80 a réussi à réintégrer la France avec le passeport d'une personne mesurant 1m60 et à cheveux lisses.

— Un expulsé a volé une carte d'identité française et y a apposé sa photo. A Orly, il se rend compte que sa «victime» est un insoumis de l'Armée

Française. Le jeune expulsé s'est fait réformé à sa place, en simulant des troubles psychiques. Il a pu tirer quelques années sous cette identité...

Une fois «ré-insérés» en France, que redeviennent-ils? Leur situation est très précaire : ils essaient de «bossier au noir», en se cachant et en ayant constamment peur d'être repris ou reconnus. Certains se procurent des faux papiers pour pouvoir circuler. D'autres tentent de faire de «grosses affaires» : cambriolages, drogue, ... Ceux qui sont repris ont le choix, comme disait Ali, un «clando» entre «être indic» ou le bled». Certains acceptent le «marché». D'autres non, qui sont ré-expédiés au pays, et le cycle recommence : le patinage ou le ghetto...

EXPULSÉ POUR TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC

Rentré d'Algérie, j'ai contacté deux jeunes Algériens, vivant ici en clandestin : Rachid Boukechiche, arrivé en France à 9 ans. Il en a 19. Son père, arrivé en 1966, est un ancien combattant de l'armée française, mutilé de guerre (pouce droit en moins). En 1970, toute la famille vient le rejoindre à Nantes. Donc depuis cette date, Rachid est en France. En 1978, le père fait une demande de naturalisation pour toute la famille, mais le résultat se fait attendre... La condition semble être que les deux aînés quittent d'abord la France, vus certaines «conneries» qu'ils auraient commises : c'est ce qu'un inspecteur de police a laissé entendre à la famille.

L'expulsion est motivée par deux mois de préventive en 1978, pour un délit mineur. Rachid est marié et père d'un enfant.

L'autre cas : Abass Nasser est né à Nantes et il a 25 ans. Il a toujours travaillé depuis l'âge de 18 ans. Sa famille est établie en France depuis 30 ans et tous ses frères et sœurs sont nés en France. Voici quatre ans, un de ses frères a été expulsé, après avoir fait de la prison. Aujourd'hui c'est son tour, après avoir pris six mois pour recel.

d'hui c'est son tour, après avoir pris six mois pour recel.

DES FRANÇAIS DANS L'ILLEGALITE

Mes contacts me furent facilités par une personne du collectif immigration qui regroupe diverses associations, organisations et personnalités physiques ou morales motivées par une action anti-raciste, humanitaire, syndicale, politique. A Nantes et ses environs; leur soutien n'est pas que verbal, ils se sont déclarés «prêts à maintenir sur le territoire tout émigré expulsé, en l'hébergeant».

Un réseau très hétéroclite (milieu rural ou urbain, croyant ou non, quoique généralement politiquement situé à gauche) s'est constitué pour prendre en charge les deux Algériens : «Nous sommes contre les expulsions. Rachid et Nasser ont déjà fait de la prison pour les fautes qu'ils ont commises. Pourquoi les fait-on payer une seconde fois? C'est une des raisons pour lesquelles je les héberge et j'en hébergerai d'autres, tant que le problème que pose l'expulsion comme moyen de répression n'est pas résolu». «En ce qui concerne Rachid et Nasser, ils se sont très bien intégrés à la vie familiale. Ils vivent leur situation avec beaucoup de calme et ils ont un pouvoir d'adaptation étonnant. Jamais on n'a eu autant de monde à la maison que quand ils étaient là. Leur contact a été enrichissant et a contribué à faire tomber des barrières racistes. Pour nous, pour eux, ce fut une découverte mutuelle».

C'est ainsi que m'ont parlé de nombreuses familles chez lesquelles Rachid et Nasser ont pu passer quelques jours, voire quelques semaines.

«Les Français, je les connaissais sans les connaître. Et pour moi, cette expérience est intéressante. J'essaie de m'occuper, de lire, de travailler chez «mes» familles comme j'ai bossé la terre avec les paysans. Cet été, je suis allé faire du camping avec ma copine...» me disait Nasser. En ce qui concerne Rachid, il a du mal à rester enfermé, mais il essaie de ne pas prendre de risque. Leurs avocats ont engagé des recours en Conseil d'Etat et devant le tribunal administratif pour sursis à exécution et annulation des arrêtés d'expulsion.

Pas de réponse depuis neuf mois...

Mohamed Nemmiche



Photo Am Brahim

Samedi dernier a eu lieu une journée porte ouverte dans un hôtel de la Goutte d'Or. Organisée par les cinquante locataires maghrébins menacés d'expulsion depuis janvier 80, à l'initiative des associations du quartier, cette action avait pour but d'une part de sensibiliser la population de la Goutte d'Or sur les dangers de la spéculation et d'apporter une solidarité aux habitants de l'hôtel. D'autre part, des travaux d'urgence ont été effectués avec l'aide du Service Civil International et de militants. Après le nettoyage par les CRS, voilà celui des spéculateurs. Certes pas de grandes opérations, type Belleville, en prévision, mais (sans cri, ni bruit) la spéculation immobilière a pénétré la Goutte d'Or, et la menace sérieusement.

5 rue Jessaint. Deux paniers à salade au milieu de la chaussée sont remplis de femmes. des flics sont en alerte. es curieux ameutés regardent et se renseignent. «Qu'est ce qui se passe?», «Simple descente de routine» commente à haute voix un commerçant du coin apparemment habitué à ces scènes. «Ils embarquent les prostituées. Le temps d'une visite au commissariat et elles reprennent leurs activités». Et, pourtant à entendre le député du coin, la prostitution n'a plus sa place dans la Goutte d'Or. Ne se vante-t-il pas d'avoir fermé les maisons closes! En fait la prostitution n'a pas disparu. Seule la forme a changé. «Depuis qu'ils ont fermé les bordels, la prostitution a gagné les immeubles d'habitation. Allez voir au 40, 18 bis rue de la Goutte d'Or. Dans le même immeuble, quelquefois sur le même palier habitent familles et exercent les prostituées».

En se répandant dans les immeubles d'habitation, la prostitution s'installe aux murs même des familles qui fuient les lieux. D'étage en étage, les prostituées récupèrent les appartements. Ainsi les immeubles se vident de leurs occupants légitimes, sans que les autorités interviennent malgré les nombreuses démarches des locataires. Ce travail de taupes des prostituées qui «vident» les appartements de leurs occupants, semble être encouragé. Au profit de qui se fait-il?

On ne peut s'empêcher de se poser la question, quand les pouvoirs publics affirment avoir éliminé la prostitution de la Goutte d'Or, ce qui est faux, et que la spéculation immobilière a, d'une manière dissuasive et sournoise commencé son œuvre.

Déjà des expulsés. Ceux du 5, rue de la Goutte d'Or, dans des conditions scandaleuses. D'autres habitants menacés luttent pour demeurer dans leur logement. De nombreux immeubles sont déclarés en péril à l'insu de leurs occupants. Les pouvoirs publics adoptent une attitude de laisser-aller. Les immeubles se dégradent. Les petits propriétaires ne pouvant rentabiliser leur patrimoine préfèrent vendre. D'ailleurs tout se vend, rien ne se loue. Des spéculateurs accourent et achètent. La Ville de Paris ne prend aucune initiative soit pour engager des travaux qui permettraient de maintenir les immeubles en bon état, soit pour obliger les gros propriétaires qui ont été mis en demeure d'effectuer les travaux d'urgence, ou pour exercer son droit de préemption.

Tout cela a de quoi inquiéter. De plus une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) a été lancée dans l'autre secteur du quartier. Pour les associations cette opération est «un véritable ballon d'essai pour la transformation de l'ensemble de la Goutte d'Or, dont l'avenir est lié à la jonction du RER Métro-Train dans le quartier et aux besoins en logement au Nord de Paris des travailleurs de Roissy!».

Conscientes que cette transformation ne peut se faire sans changement social avec l'expulsion des travailleurs français et immigrés, des personnes âgées, les associations tentent de sensibiliser les habitants. La tâche est ardue. Trop de barrières séparent les communautés les unes des autres.

Mustapha Saad

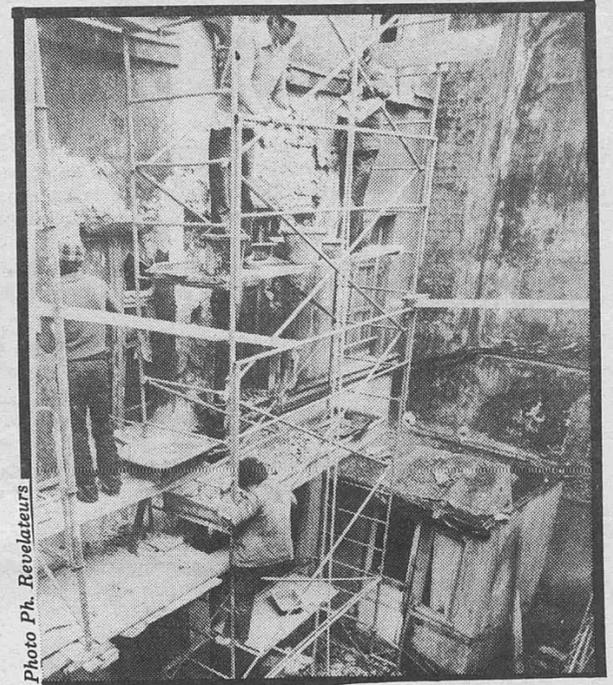


Photo Ph. Revelateurs

Brève: étudiants

Six étudiants marocains, depuis le lundi 20 octobre font la grève de la faim avec occupation du bureau du Président de l'Université d'Amiens, ils sont soutenus par l'UNEF et l'Union des Etudiants Marocains.

Pour obtenir l'inscription de vingt étudiants étran-

gers, ils dirigent leur grève contre les lois Bonnet-Stoléru et le décret Imbert dont nous avons déjà signalé les aspects néfastes pour les étudiants étrangers.

Au moment où nous écrivons ces quelques lignes, ils ont huit de tension, et elle ne cesse de baisser.

RETENEZ DES MAINTENANT VOTRE

un grand moment

sans frontière

HEBDO!

25 NOVEMBRE 80

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

C'est comme si tu manges le bus, ici...

C'est comme si tu manges le bus, ICI...

O... est un travailleurs marocain, encore jeune, mais malade. Il est très religieux. L'Islam l'empêche de mourir à sa terre natale. Il y tient et dit tous les cinq jours ses cinq prières. Transplanté depuis treize ans de ses montagnes d'oliviers dans une banlieue ouvrière, cet ouvrier lettré en arabe, lit chaque soir des Sourates, dans sa langue maternelle le Coran, c'est sa résistance. Il n'en a pas d'autre.

Je vois O... dans un hôpital de nuit de la banlieue parisienne. Il a 35 ans. Au-dessus du lit il a épinglé des photographies en couleur de la maison, de sa femme et de ses deux petites filles. Il porte un djellabah marocaine. Il me regarde. Il a un visage étroit, des cheveux crépus, la peau noire. Il me demande si je fais ça pour al radio ou la télé, si ça va passer dans son pays au Maroc. Il se méfie. Mon nom le rassure à demi. Si mon père est Algérien, je suis presque une sœur... Alors, il me parle avec passion de sa maison là-bas dans un village de montagne, près d'Agadir. Elle est grande, divisée en deux parties; l'une pour les femmes: sa mère, sa belle-sœur et sa femme, l'autre pour les hommes, son frère, lui et son père lorsqu'ils reviennent. C'est son frère qui s'occupe de tout, de ses affaires, de celles de son père, immigré en France en 1955 comme ouvrier dans une usine de Pantin.

Ils s'écrivent en arabe. O... n'écrit pas à sa femme ni elle à O... Tout passe par le frère.

O... a quitté le Maroc sur contrat en 1967 pour aller travailler dans une usine à Gennevilliers où son père habite un foyer-hôtel. O... s'est marié dans son village en 1976. Sa femme a tout ce qu'il faut à la maison. Elle n'a pas besoin de sortir. Elle ne va pas au Hammam. Dans la maison, O... a construit un petit hammam privé, carrelé et chauffé. Sa femme ne sort que lorsqu'il est là, voilé et bien couvert. C'est une femme. Si tout le monde la regarde c'est pas bon. Elle met un peu de noir à ses yeux et ses lèvres sont rougies par l'écorce de noyer qu'elle a mâchée. Elle n'a pas de tatouages - c'est les sauvages qui font ça et quand on est mort, le diable pend par les tatouages. Il veut avoir des garçons, un, deux, trois - le garçon, il est à ta place si tu es mort.

Ses premières années en France, il s'est mis à boire beaucoup de bière, à fréquenter les cafés. Il oubliait la religion, la prière, le Ramadan. Son père n'était pas content. Après son mariage, il a changé. Maintenant, il est très religieux. Il fait cinq prières, propre, pour la prière, si tu n'as trouvé l'eau, tu prends un morceau de pierre, tu vas te laver trois fois avec, les mains, la figure et après tu fais la prière. Si tu n'as pas la pierre, tu as le sable. Si tu trouves de l'eau, tu laves tes bras jusqu'au coude, après la tête, les oreilles, les pieds jusqu'aux chevilles.

Tu recommences trois fois. Si un Musulman est allé avec une femme, il commence par - au nom de Dieu, parès il lave la verge, le cul, les mains, trois fois; il se rince la bouche, le nez, le visage, les bras jusqu'au coude, une fois en arrière il faut en aant, la tête, les oreilles. Il se lave le côté droit, des pieds à la tête sans toucher la verge, puis à gauche; après la poitrine, le dos, les reins, là il peut commencer la prière. Pour se laver il va dans la pièce du bain avec une bassine d'eau; d'abord il s'assoit, après il se met debout. La femme doit faire les mêmes gestes; le mari et la femme peuvent se laver comme ça ensemble; O... mange seulement la viande égorgée

qu'il achète dans les boucheries arabes de Gennevilliers (il ne sait pas les bruits qui courent sur la viande des boucheries arabes: on dit que c'est la même que la viande des français), surtout de la viande de mouton et de vache. Il ne mange pas le cochon, parce qu'il suit le chemin de Dieu, ni le cheval - il te porte, c'est bien. Il faut pas le manger, ni l'âne, ni le mulet. C'est comme si tu manges les bus ici - Les pattes de poulet, même les français ne les mangent pas. Tout cela il l'a appris en lisant son livre de chevet, ce livre qu'il me montre posé sur la table de nuit de la chambre, écrit en arabe et qui dit vomment se conduire dans toutes les situations de la vie, à partir du Coran. O... lit et écrit l'arabe et le français. Il est allé à l'école jusqu'à 16 ans et à l'école coranique on lui a enseigné le Coran et comment il faut parler et se conduire avec les grands, les petits et les femmes. Il fait le Ramadan sauf lorsqu'il est malade. Il a été malade des poumons, parce qu'il vivait dans un foyer-hôtel insalubre tenu par un Marocain. Il payait 400F la chambre pas chauffée et il avait dû donner 3000F avant de l'occuper pour l'entretien, le linge, les serviettes, les draps, le réchaud pour la cuisine. Il a passé trois mois à l'hôpital puis trois mois

en maison de repos. Il est parti au Maroc. Et puis, à son retour il ne sait pas ce qui s'est passé, il est tombé vraiment malade.

Il avait le vafard, mal à la tête, il pleurait. Depuis, il est là, dans ce dispensaire. Mais il va guérir. Il va mieux. Il travaille le matin et le soir il vient à l'hôpital. Pour sa femme, il a acheté une belle robe - djellabah rouge brodée - elle regarde sur les autres femmes et elle me dit tu m'achètes ça - il l'a fait faire pour une fête par un tailleur marocain de Gennevilliers. Petit à petit, les Marocains remplacent les Algériens à Gennevilliers. les commerces de vêtements, de bagages, de bijoux, d'alimentation affichent marocain - au bazar marocain - fleur d'Agadri - ... Il achète aussi pour ses filles ce que sa femme lui commande. Il va à Carrefour pour ça. Il va quelque fois à aris, mais pas à Barbès - c'est tous des voleurs et des voyous - il évite les cafés arabes. Il s'installe à une terrasse de café français, à Saint Michel et il passe l'après midi comme ça. Quand il fait beau, il marche et il regarde. Il va à pied. Saint Michel Saint Denis, Trocadéro, la Tour Eiffel, Pigalle ... toujours il marche et il regarde à Paris.

Leïla Sebbar

desmembres de l'Union Locale de Consommateurs du 12ème (UFC) Comité de Défense du Marché d'Aligre), conjointement aux efforts déployés par l'association de défense des commerçants d'Aligre et leurs amis, constituent un précieux encouragement pour la continuation de la lutte.

V.M

touriste maghrébin Go Home?

Orly, le 28 septembre 80, un touriste algérien débarque en compagnie de ses deux filles pour passer des vacances dans sa famille.

Passeport en main, un billet aller-retour des devises et un certificat de travail de son employeur de Blida, notre homme était en règle, mais malgré tout cela, la police des frontières les obligea à réserver et tamponna leurs billets d'un cachet « interdisant le report sauf accord » assorti d'une date de retour obligatoire en Algérie pour le 8 octobre.

Des demandes ont été entreprises aec son neveu Omar et la secrétaire de la Fasti pour obtenir un report de réservation. Ce fut un échec. Il eut une altercation avec le préposé du guichet qui était un flic. Omar fut arrêté et transféré à Fresnes où il fut battu. Il fut condamné le 22 octobre par le tribunal de Créteil à 2 mois de prison dont 1 mois ferme et tout cela à cause d'une pratique illégale: la restriction au séjour de touristes maghrébins au moyen d'un tampon sur leurs billets de retour, de peur qu'ils s'installent définitivement en France. L'oncle d'Omar lui n'est resté que huit jours au lieu de trois mois de vacances légaux.

Drôle de justice, les provocations de polices, leurs meurtres commis contre des travailleurs, des jeunes immigrés restent et resteront impunis et Omar pour devoir comprendre, se retrouve en taule et naturellement expulsé...

M.N.

Le marché d'aligre doit vivre

Depuis le déménagement des Halles à Rungis il reste dans la capitale un espace, attrayant, vivant et dynamique: le marché Beauvau Saint Antoine, connu sous le nom d'Aligre, où convergent activités commerciales, animations, rencontres, dans une ambiance digne de la commune libre d'Aligre, assumant ainsi toutes les caractéristiques de sa fonction sociale, culturelle, interrelationnelle etc ..., et sa vocation de confrontation multiraciale.

Aligre fût crée en 1643 par la famille d'Aligre afin de permettre aux pauvres du quartier d'y vendre les produits de leur jardin.

Les raisons de la démolition de ce marché: officiellement on parle d'une question de sécurité et de l'amélioration de la circulation automobile des riverains; en fait le conseil municipal de Paris envisage de libérer une sortie de parking, quia été construit abusivement d'ailleurs, et de faire ainsi payer aux consommateurs et aux commerçants une étrange opération immobilière. A cela vient s'ajouter la rumeur des copropriétaires qui se plaignent du bruit de la fréquentation peu orthodoxe du Marché et même de ne pouvoir faire pipi à leur chien!

A cela s'ajoutent d'autres raisons, non moins importantes, quand on sait que parmi les commerçants du marché d'Aligre se trouve une forte proportion d'immigrés, qui entretiennent de très bonnes relations d'amitié avec leurs clients venus parfois de loin à cause de la modicité des prix pratiqués et de la possibilité de trouver ici certains produits exotiques rares ailleurs.

La mobilisation: déjà avec les 20 000 signatures environ

qu'ont collectées les membres de l'association de défenses des consommateurs, et la sympathie et la solidarité qui se dégagent de tout un ensemble d'activités et d'initiatives qui prennent forme, entre autres grèves, conférences de presse, démarches auprès des élus locaux, la visite d'une délégation chez Monsieur Jacques Chirac etc ... Le désir, la volonté et la détermination



Photo Alain Parinet.

« La France va renforcer les expulsions des travailleurs clandestins... dans ce domaine nous serons draconiens. Nous rétablirons les visas dans de nombreux pays du monde » (Stoléru 19 septembre).

C'est chose faite pour les Turcs qui ont manifesté cet après-midi au Sentier à l'appel de la CFDT. A qui le tour ?



(Photo Akli)

Depuis le 14 octobre, mille seize cent travailleurs de la SAEP, entreprise de bâtiment de la région parisienne font grève.

A l'origine de la grève la

direction voulait réduire les horaires et supprimer le casse-croûte de 9H du matin. La direction a reculé sur ce projet. Mais les travailleurs continuent la grève

pour obtenir le 13ème mois. Ils manifestent tous les après-midi devant le patronat du bâtiment, au 32 av. de New York dans le 16ème arrondissement.

HAOUARI BEN MOHAMED, ou l'Aid endeuillé

Une fois de plus, on est là assise avec des femmes qui pleurent. Undes leurs a été tué simplement parce qu'il est arabe, tué par le racisme.

Dans ma tête des images, des scènes se superposent : 1973, Ladj Lounès, 16 ans, aujourd'hui Houari 19 ans, la même famille effondrée, les mêmes mots pour exprimer le même désespoir.

Une fois de plus on se retrouve là, hébété, se demandant comment est-ce possible et jusqu'à quand. La mère répète inlassablement, « on a tué mon fils, pourquoi ? ». Elle ne comprend pas. « Je ne pleure pas parce qu'il est mort » répète-t-elle, on doit tous mourir un jour, s'il était mort naturellement je ne pleure pas, je pleure pour la trahison ».

Les jeunes eux comprennent, ils savent que ce crime est l'aboutissement logique de ce qu'on leur fait endurer jour après jour dans les quartiers nord. Non ce n'est pas la première fois qu'un flic leur dit : « J'ai la gachette facile, une balle dans la tête, ça doit faire mal, tu sais ! ».

Les jeunes, les copains de Houari sont désespérés, effondrés, les tentatives de suicide, on ne les compte plus depuis ce jour, ils se sont regroupés, ils vivent pratiquement tous dans la même maison. Aujourd'hui, ce sont les femmes qui réagissent le plus fort. Elles sont déterminées, leur angoisse, leur peur ont atteint le maximum. « Ça ne peut pas aller plus loin, ils ont tué notre fils. Nous n'avons rien fait, voilà nous en sommes, maintenant nous ne laisserons plus rien passer, ni insultes, ni crime, rien ». Les hommes sont absents, étrangement absents. J'ai interrogé l'un d'eux, après un long silence, il m'a dit : « que veux-tu que je te dise, ma fille, le racisme est partout, au chantier, sur le trajet à l'arrêt, partout ». Il ne veut rien ajouter. Mais sa femme racontera qu'il est revenu du travail, quelques jours plus tôt les larmes aux yeux parce qu'un vieux communiste au chantier lui a crié : « Hé l'Arabe, elle commence la chasse aux Arabes ».

Les femmes et presque tous ont vite fait de conclure : ils ont peur. Quant à moi, je n'ai pas perçu dans cet homme la peur mais une immense douleur. Dans cette cité où vivent beaucoup de harkis, qui peut dire ce que ces hommes peuvent traîner de remords ou de culpabilité, eux qui ont à un moment donné, choisi la France et qui se retrouvent aujourd'hui face à leurs enfants et à leurs femmes arabes et nous voulons être dans le même camp ».

Le préfet nous envoie ses flics, on a demandé qu'il respecte les 40 jours de deuil dans notre religion musulmane et que pendant ces 40 jours il n'envoie pas de flics. Mais les flics font sans cesse leur ronde

NADIA



Photo Mustapha

Zohra raconte:

du canoun au cabinet du Préfet

La télévision en a parlé deux jours et puis c'est terminé, mais pour nous c'est pas fini, on continuera à lutter. Pour le moment on a le cœur blessé, on n'a pas besoin qu'ils nous envoient les flics, ses assassins et ce qu'on regrette le plus c'est d'être français on le dira et on le répètera et on essaiera de toutes nos forces de changer de nationalité et nous tous les Français immigrés, tous les harkis qui se sont battus pour la France qui étaient dans toutes les manifestations pour la France, on a gagné, que nos enfants soient tués par leur police, la France pourrie. Il y a un jeune qui a tué, il y en a cinq qui sont très malades toutes les heures il faut les emmener à l'hôpital, et en plus il y a des médecins qui se foutent de notre gueule, l'autre est mort, ceux-là prennent des cachets. Qu'est-ce que vous voulez qu'on en fasse, gardez-les chez vous. Pour eux, c'est des chiens, des Arabes, c'est tout !

Les journalistes ont pris des photos, même si elles étaient floues, on pouvait voir un peu. Mais moi, son visage je ne l'oublierai jamais même dans vingt ans, trente ou quarante, si je le rencontre je le reconnaitrai.

Le préfet nous envoie ses flics, on a demandé qu'il respecte les 40 jours de deuil dans notre religion musulmane et que pendant ces 40 jours il n'envoie pas de flics. Mais les flics font sans cesse leur ronde

dans le quartier, pourtant il n'y a pas de vol, pas de bagarre, rien du tout, c'est de la provocation. Ils rigolent dans leur fourgonnette, ils font des bras d'honneur, qu'est-ce qu'il veulent de nous.

Quand j'ai été porter plainte au commissariat parce que mon fils a été frappé, le commissaire est sorti en criant : « Encore vous, mais vous vous rendez compte on en voit tous les jours, il faut les mettre dans un bateau et mettre le feu dedans. Il criait comme ça et quand je suis rentré et que je lui ai montré mes papiers, il m'a dit : « mais madame, il fallait le dire avant que vous étiez française, j'ai dit la prochaine fois, je mettrai ma carte d'identité en épaulette, pour que vous voyiez que je suis française, malheureusement ! »

Il y a un voisin que la police est venue chercher chez lui, ils ont fouillé partout, tout mis sens dessus, dessous, la mère en a fait une crise d'asthme et les flics lui disaient : « vous n'avez pas de mari, d'où vous achetez ces trousseaux de draps, c'est vos enfants qui les volent, vous avez de beaux meubles. Ils le disent ça chez les gens et quand je l'ai accompagné on a attendu de 9H du matin jusqu'à 17H30, et ils disent qu'il n'y a pas de racisme dans la police.

Il faut crier flics racistes, maudits. Pendant la manif, nous on pleurait et eux ils riaient devant nous. Si c'est des hommes qu'ils se montrent

sans leur carabine, on verra s'ils sont forts, c'est les melons qui sont forts.

C'est fini maintenant, nous ne voulons plus qu'un seul soit massacré ou insulté par les flics, dès que l'un d'eux viendra nous dire qu'il a été insulté ou frappé on descendra avec nos enfants, on ira à la préfecture, on manifera, on s'arrêtera pas là surtout nous immigrés français. On ne s'arrêtera pas, c'est fini, un de nos fils a été tué et il était français par papier mais sa tête est arabe. Quand ils les ont arrêtés, ils lui ont dit tu es arabe, attention j'ai la gachette facile.

J'ai sept enfants, j'ai cinq garçons, aucun ne fera l'armée française, aucun, je refuse, ça sert à quoi. Gagner une médaille à tuer un arabe. Ah pour ça ils vous appellent, mais maintenant c'est terminé on a compris, notre tête est arabe et tout le temps elle restera arabe. On regrette de ne pas choisir vraiment notre race, rester algérien au moins on sera bien vu en Algérie, chez nous que maintenant on est entre deux feux. Les Algériens nous prennent pour des Algériens pourris, on a vendu notre race pour un morceau de pain et les Français nous traitent de sales bicots, melons, frisés. Je vais écrire une lettre en Algérie et je vais envoyer une photo de Houari comme ça on écrira quelque chose sur les journaux là-bas. Pour montrer aux Algériens ce qu'on souffre nous ici en France.

Les you-you de l'indignation

Lahouari est mort... Il a été tué... par un agent de l'ordre. Lahouari, mitraillé par un CRS, la nouvelle perce le béton, se propage d'appartement en appartement en cité dans les quartiers nord de Marseille, ghetto des Arabes, gitans et aussi des Français immigrés.

Le lendemain, les familles descendent dans la rue. Hommes, femmes et enfants des Flamands et de toutes les cités environnantes sont là, et crient leur colère, leur rage contre la discrimination, leur haine aussi envers les flics qui imposent la terreur à la population non « gauloise ».

Tous ont encore présent à l'esprit et dans le cœur le matraquage d'un mariage en juillet 1979 à la cité de Basens, l'assassinat du jeune Hadj Lounès... et tant d'autres crimes... Lundi 20 octobre, 11 heures du matin, le rassemblement devant la préfecture par les familles des Flamands, rallié par les autres habitants de la « Buisserine », Fontvert... etc.

300 personnes environ. C'est parti, on brise le mur du silence, on compte surtout sur nous-mêmes, pas de porte-parole et on prend les moyens à commencer par le métro, réquisitionné par les familles qui descendent à la préfecture, et deux banderoles seulement « ils ont tué notre fils, halte au racisme », « un crime raciste de plus, désarmez les flics ». D'autres revendications et slo-

gans sont écrits par les jeunes, sur leurs blousons tee-shirts et gilets.

Une délégation de femmes se rend chez le préfet. A l'extérieur devant la préfecture, au milieu des you-yous de révolte, et le ras le bol des crimes qui restent impunis jusqu'à ce jour, des représentants de je ne sais combien d'organisations et machins, ont pris la parole comme dans une kermesse, histoire de marquer le coup... Tapage anti-raciste oblige... Même dans leurs rangs l'anti-racisme n'est encore malheureusement pas à l'ordre du jour.

A la sortie de la délégation, les familles dirigent le cortège vers la porte d'Aix (quartier arabe) sous l'impulsion des jeunes filles surtout, et appellent à la manifestation du soir à 18H.

Le cortège de la colère est venu non seulement déranger le mouvement d'une matinée ensoleillée après un week-end glacé par le mistral mais aussi gêner les chics marseillais devant les chics boutiques de la rue St Ferréol. Il dérange quelque part du fait qu'il est composé de mères de familles et de jeunes Arabes. en majorité des filles, et parce qu'il est spontané, sans aucune organisation ni parti derrière. Ce n'était pas la colère des Maghrébins... c'était la révolte des anti-racistes qui subissent

Suite P 7 ...

... Suite de la P6

le racisme : « On a tué mon frère, mon fils... il y a un an, il y a deux ans ». Le bigophone est passé de mains en mains rue St Ferréol, sur la Canebière, Cours Belsunce, dénonçant les crimes des flics, en français, en arabe, jusqu'à la porte d'Aix, les Arabes qui ont suivi la manif à partir du Cours Belsunce évoquaient août septembre 1973, Lounès, Aoun Allah, et l'attentat du consulat d'Algérie, revenaient dans maintes et maintes bouches. « On ne va pas rester comme ça les bras croisés, on ne va pas laisser faire... »

Le téléphone arabe fonctionnait il a bien fonctionné pour ce lundi 20 octobre, dans tous les quartiers périphériques de Marseille, Flamands, Buisserine, Font Vert, Bassens, la Callaue, l'Estaque, la Porte d'Aix... Les Arabes se sont passés le mot : « On manifeste à 18h... les flics ont tué... Lahouari a été mitraillé par un flic ». La colère descend avec les jeunes des quartiers vers le centre ville. Le dégoût et la haine sont transportés par les familles qui sont en France depuis 15 à 20 ans.

Un peu plus loin, en haut de la Canebière, journalistes et photographes sont là... Des groupes affluent de toutes parts : des jeunes, des familles, et vers 17h45, il y a peut-être 400 personnes, pas d'organisations ni service d'ordre. Ça discute par petits groupes. Tout à coup, une voiture arrive, se gare devant le regroupement deux ou trois militants se précipitent, on sort les banderoles et des paquets de tracts, et on se met à la tête du rassemblement... Cinq minutes après, une autre voiture se gare en tête et c'est reparti pour le même scénario... La scène se répète quatre ou cinq fois. Le rassemblement a grandi ; tout à coup, Flash et

clique des appareils photos se déchaînent. Intrigué je me retourne, un homme arrive. Il a l'âge de raison, bien sapé, ni chéchia, ni calotte, mais un bien joli chapeau européen. Ce n'est ni l'Islam ni le rabbin même pas le consul d'Algérie, ou du Maroc... C'est bien lui, c'est Gaston Defferre... Le maire en personne entouré de ses élus. On lui tend l'écharpe, les quelques militants français deviennent organisateurs de la manifestation. On se prépare, les élus avec le maire en tête, puis derrière la LICRA, avec sa banderole, puis la CFDT... etc... « Ce n'est tout de même pas sérieux de transformer la révolte et l'indignation de certaines familles et de jeunes qui sont venus de tous les quartiers de Marseille, en un simple défilé de voitures » me font remarquer de jeunes Arabes. Leur mécontentement se manifeste aussi par un léger retrait du rassemblement avec des mises au point du genre : « Ça ne va pas se passer comme ça ». Les jeunes des cités en tête, c'est tout de même eux qui ont appelé. Cette situation a remis les choses à leur place et le maire murmure : « organisez-vous comme vous voulez mais il faut commencer ». Les familles arrivent et prennent la tête du rassemblement avec les jeunes. Enfin, la manif démarre. Une manif que les Arabes qui crachent la colère et la haine du racisme d'état : « Flics, assassins fascistes », « Bonnet Stoléru démission ».

Le rythme et l'allure n'étaient pas ceux des manif qu'on voit tous les jours. Un écart d'une dizaine de mètres dans le cortège entre la tête (familles et jeunes) et les élus avec les organisations, en fin de cortège. Mais l'écart était surtout dans les motivations : certains se limitaient à déplorer des faits... d'autres se révoltaient.

MUSTAPHA M.

d'agir en tant que préfet, responsable administrateur et représentant du gouvernement. Notre attitude est une attitude de disponibilité à l'égard de tous quel qu'ils soient leur origine ou leur religion. Et j'ai trouvé même que c'est dans cette diversité que notre communauté nationale trouve son équilibre et son originalité et par conséquent il faut la maintenir et quand vous me dites que vous regrettez d'être français. Ça me fait de la peine car j'ai sûrement que cette façon de dire n'est pas votre pensée. Dans les moments où nous sommes, je comprends fort bien mais je vous en prie, retrouvez votre sérénité. Nous ne sommes pas là pour marquer les Arabes d'une façon spéciale. Je vous assure, je ne peux pas me substituer à tous les hommes qui font le service d'ordre. Je ne peux pas prendre la place de tous les CRS sur le terrain.

Dans ce domaine précis, nous avons fait le nécessaire. Le policier est aux Baumettes. Il est inculpé d'homicide involontaire.

La délégation : ce n'est pas un homicide involontaire. C'est un crime !

Le préfet : Attendez provisoirement. L'enquête n'est pas terminée. On verra ce que cela va donner. Et encore une fois vous le savez la magistrature est tout à fait à l'écart du pouvoir politique et les magistrats ont liberté totale d'appréciation.

Cela dit la police a des instructions pour se conduire poliment, correctement avec les gens quelles que soient leurs origines.

A l'occasion d'un événement comme celui-là et qui jette à nouveau la lumière sur les faits que vous pouvez considérer comme les faits racistes, je vous assure que des instructions sont données à mes hommes. Mais le métier de policier est un métier difficile...

Je vous renouvelle l'assurance que des instructions sont données à la police pour que le travail de la police qui est ingrat et difficile soit fait dans les meilleures conditions respectant la dignité de chacun. Vous savez fort bien que c'est ainsi que les choses se passent et je rougirais d'être le représentant du gouvernement s'il en était autrement.

La délégation : Nous souhaitons que la version officielle n'accrédite pas la version de l'accident.

Le préfet : Il n'y a pas de version officielle. Nous attendons le résultat de l'enquête judiciaire. Tout ce qui a été dit, a été fait par la presse.

La délégation : Faites cesser les contrôles de police dans les quartiers nord. Respectez les quarante jours de deuil de notre religion.

Cette entrevue entre six femmes maghrébines (dont une correspondante de Sans Frontière), Me Jacqueline Moutte du MRAP, deux élus, et le préfet a duré vingt minutes. Cet extrait montre le fossé qui sépareit les deux parties.

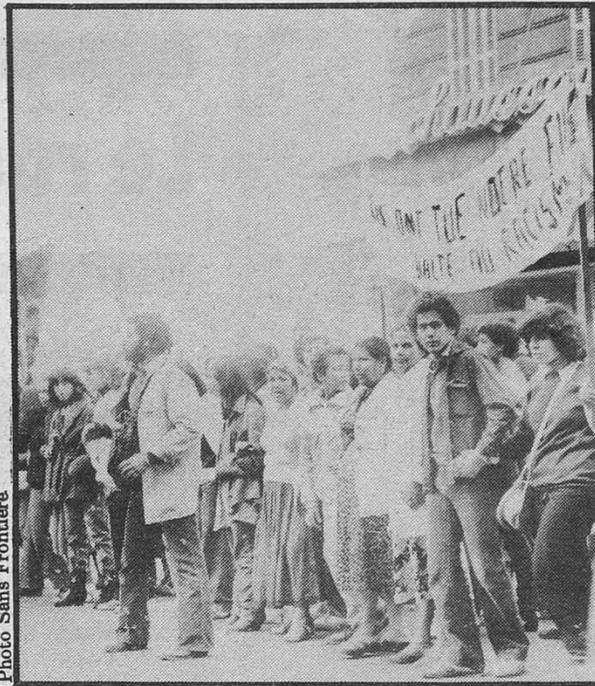


Photo Sans Frontière



Conférence de presse. Un groupe de femmes et de jeunes gens de la cité les Flamants ont convoqué une conférence de presse, vendredi 24 octobre.

1) elles ont affirmé leur volonté de ne plus laisser passer une agression ou vexation raciste sans riposter. Elles ont constitué un groupe femmes.

D'autre part, des commissions de jeunes vont recueillir des témoignages sur leurs conditions de vie.

2) A la suite du crime une série de tentative de suicides chez les jeunes ont été observées à la cité des Flamants.

3) Mercredi et jeudi des rondes de police et des cars blindés ont pénétré à plusieurs reprises dans la cité faisant des bras d'honneur et montrant leurs armes à la population. A une plainte faite à la préfecture à M. Alexandra par la Cimade, il a été répondu du téléphone, écrivez-moi noir sur blanc ce que vous venez de me dire (provocations) je transmettrai et les syndicats de police porteront plainte contre vous pour diffamation.

4) Alors que la population « assiégée par la police » avait demandé pendant les 40 jours de deuil qu'ils ont décrété, les contrôles et les rondes de police cesse de la cité.

5) d'après plusieurs témoignages, des jeunes arrêtés pour des contrôles ont été amenés dans une villa anonyme à Malpassé, 50 av.

Boulevard Bari à côté de la clinique médicale St-Just, clinique médicale St-Just, clinique abandonnée, siège de la sûreté. Des jeunes y sont amenés et frappés torse et visage protégés de manière à ce qu'il n'y ait pas de traces.

Gavroche assassiné

Monsieur Raymond Leroy, virtuose de l'éclair, de la religieuse et du mille feuilles, est dans le civil un fort honnête homme. Pâtissier, idole des enfants, monsieur Leroy aime tellement les enfants qu'il s'est un soir d'été, armé d'une arceuse et de son honnêteté, mis à les tirer avec sans doute l'amour du chasseur pour le gibier.

L'honnête commerçant fit ce soir d'août courageusement front à deux enfants de 12 et 13 ans, qui leur larcin accompli s'enfuyaient ventre à terre, avec peut-être pour butin, un éclair un baba dans chaque main.

Monsieur Leroy honnête commerçant, a courageusement fait feu dans le dos de ces gosses, qui détalèrent jambes au cou, la peur au ventre.

Monsieur Leroy, ce brave homme ses voisins en témoignent a d'une balle dans la nuque stoppé net les réveries de Hocine Sakhhi. Hocine, Gavroche espiègle et rigolard qui dans sa fuite, s'imaginait déjà racontant haut et fort son braquage pâtissier. En fut-il autrement ?

Monsieur Leroy est un bien honnête homme, l'émotion fut

Un energumène de la plume

Le soir à la manifestation, rien ne pouvait arrêter ces jeunes gens, ces femmes, ces hommes, ces enfants.

Un mot d'ordre repris par tous : flic raciste assassin. La révolte des jeunes même aveugle, était sincère et impressionnante : « il faut lui faire la fête. Vous allez manifester, et demain eux ils auront oublié. Tous les jours ils sont après nous, on va leur régler leur compte ». Parole incendiaires, visages crispés, non cette manifestation n'était pas pour eux une réunion mondaine.

Ils voulaient en descendre et jusqu'à 22h par petits groupes ils ont harcelé les CRS. Quatre d'entre eux ont été inculpés. L'irréparable a été commis depuis longtemps, ce pays ne veut pas de ces jeunes gens.

Ce pays les humilie quotidiennement, alors tout est bon pour se venger. Tout.

Voler les voitures, briser les vitres, se battre contre la police, non M. Panzani, ce ne sont pas des bandes de vandales. Ils sont seuls, mis au banc d'une société qui a usé leurs parents. Et qui maintenant les écrase ! Voulez-vous qu'ils se taisent ! ?

Ils ont hurlé, se sont battus, et si demain cette société et ses institutions cautionnent le racisme d'état actuel... Gare aux explosions !

Ils savent déjà que personne ne peut rien pour eux. Mesdames, messieurs de la bonne conscience installée, réveillez-vous !!! Sinon...

c'est un tragique accident

Le lundi matin nous nous rassemblement devant la préfecture. Des mères de famille accompagnées de leurs enfants, parmi nous se trouvaient la mère et la sœur de Laouari et diverses associations anti-racistes.

Tout le monde s'est regroupé en attendant que la délégation soit reçue et chacun devant le cordon de police a témoigné du racisme qu'il subissait et a manifesté sa douleur et sa révolte :

— Ils ont tué notre fils !
— Assez de crimes racistes !
— Expulsés, assassinés, voilà le droit français !

La délégation s'est ensuite vue refuser l'entretien avec le préfet sous des prétextes futiles. Soit, le préfet était en réunion, soit il avait quitté les lieux. Bref, une comédie excrécable. Nous avons été reçu après avoir menacé de ne pas quitter les lieux tant que nous ne l'avions pas vu.

Le préfet a tout de suite parlé du tragique accident, et ce fut le déchaînement.

Le préfet a tout de suite parlé de tragique accident, ce fut le déchaînement de la délégation.

— Non, ce n'est pas un accident, c'est un crime ! Non, ce n'est pas un accident, ce n'est jamais un accident, de tuer un gosse dans une

voiture, vous appelez ça un accident. C'est une honte, c'est un acte délibéré.

La police n'a jamais réussi à arrêter les auteurs d'attentats racistes. Ceux du Consulat d'Algérie. Et tous ceux de 73. Mais pour tirer sur les immigrés, elle est toujours là. On parle de bavures, d'accidents, mais nous, on ne vous croit pas. On n'apas confiance dans votre police.

C'est inadmissible ! A la gare par exemple, nous les immigrés sommes systématiquement contrôlés, mais jamais les Français, même s'ils sont assis à côté.

— Moi j'ai cinq garçons, et je regrette d'avoir la nationalité française parce que ma tête est toujours arabe. On n'est ni de vrais Français, ni de vrais Arabes. Nous ne voulons pas la nationalité française, nous allons déchirer nos cartes.

Le préfet : « J'accepte et j'entends votre protestation, j'accepte parce que je sais quelle est votre émotion, mais il ne faut pas exagérer. Je vous assure que notre communauté est une communauté fraternelle à tous, aussi bien à ceux d'origine arabe qu'à ceux qui ont une autre origine. En tout cas c'est ma profonde pensée et ce n'est pas seulement ma façon de penser. C'est ma manière



Le racisme à petites doses

et derrière lui il y avait écrit sale Arabe. Il disait rien, il s'en foutait et le prof de maths il nous posait un problème, puis il m'a dit : « Va au tableau. Tu as trouvé ? ». Je lui ai répondu, non, il m'a regardé puis il m'a dit ils sont pas mûrs les melons cette année, comme cela il disait un prof ! Vous voulez aller à l'école vous ? Quand j'étais petit, à l'école, l'instituteur nous mettait au fond et il ouvrait la fenêtre, ça sent le bouc, qu'il disait et il n'y a pas qu'à moi qu'ils l'ont fait. Au

moins en Algérie, on serait avec nos frères tranquilles.

Maintenant j'ai très peur. Une agence m'a téléphoné ce matin, ils m'ont dit qu'ils m'ont trouvé du travail, ils me demande de descendre pour leur donner d'autres renseignements mais j'ai peur, je ne veux pas y aller. Si les flics m'arrêtent, et voient que j'habite aux flamants....

MOHAMED : J'étais tout seul, le fourgon de flics m'a arrêté, ils m'ont mis dans un coin du fourgon, m'ont

pour le mettre à mon chien.

FARID : On jouait au foot. On avait une salle, puis elle a brûlé, maintenant on est dans les blocs, ou dans les maisons, on est des chômeurs, on regarde la télé, il n'y a rien à la télé. Une fois j'ai été contrôlé devant chez moi par des CRS. Il m'a regardé, on était cinq, il a jeté nos papiers par terre. Il pleuvait, les papiers suivaient la rigole. Il m'a dit « vous n'avez pas le droit aux papiers français vous les Arabes ».

Lahouari assassiné, ses copains témoignent ; ils répugnent à raconter l'assassinat, pour la énième fois, mais insistent pour dire leur vie de tous les jours, le racisme quotidien qui les tue à petites doses, la bêtise des flics qui les guettent à l'aube de leur existence, les poussant vers ces gouffres que sont la prison ou le suicide.

MAJID : Un jour mon cousin était dans une voiture, d'accord la voiture était volée mais ils n'ont même pas attendu que la voiture s'arrête au barrage, ils lui ont tiré dessus, ils l'ont tué. Il y avait trois Français dedans, pourquoi eux, ils ne les ont pas tués ? Pourtant c'est les quatre qui avaient volé la voiture.

On a retrouvé un Algérien mort à la Bedoule avec deux balles dans la poitrine, on a retrouvé les meurtriers ? Non bien sûr !

MUSTAPHA : J'étais à

l'école l'année dernière, une ancienne école religieuse, un jour à midi tout le monde faisait la prière, dans mon réfectoire on était deux Maghrébins, nous on n'est pas chrétiens, on s'est assis et on attendait que les autres finissent. Le directeur est venu, il nous a mis une gifle à chacun, il nous a dit : vous n'avez pas honte, vous ne faites pas la prière. Il a bien vu qu'on n'était des Algériens pourquoi il a fait ça ?

Une fois il y avait la remise des bulletins, je passe dans le couloir, il y avait le directeur



demandé mes papiers, le flic a tiré le pistolet, il a sorti le chargeur puis il m'a dit comme ça « tu sais que tu as de la chance que les balles soient comptées, tu sais que ça doit faire mal une balle dans la tête ».

BEN : Ce matin, il y avait des flics qui sont venus dans la cité, deux fourgonnettes et une voiture, les flics nous ont montré le pistolet.

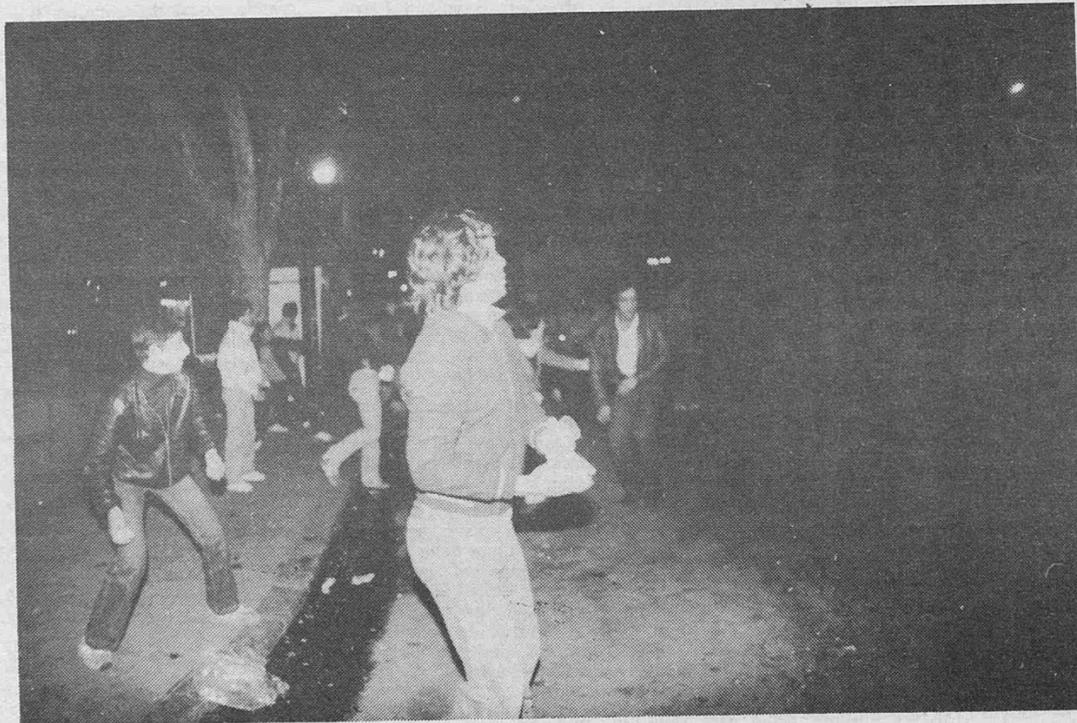
NASSER : Je me suis fait arrêter par la police pour un contrôle. J'avais tous mes papiers sur moi, je leur ai montré. A ce moment-là, je portais un pendant, le flic m'a demandé : « c'est quoi ? C'est la mode ? J'ai dit oui, c'est une mode comme une autre, sur ce il m'a répondu tu ne peux pas me le passer, c'est

Maintenant, je regrette d'avoir la nationalité française, je ne la veux plus. Une fois ils m'ont arrêté et ma carte d'identité est déchirée en deux. Un flic m'a dit « oh, qu'est-ce que tu veux faire : cette partie tu vas la peindre en vert pour la montrer à tes copains, et celle-là tu la laisses jaune pour nous la montrer à nous ». Ça se dit ça, des exemples comme ça ne manquent pas.

Une fois j'étais avec Houari à Carrefour pour faire des courses, il y avait un chien qui aboyait, il voulait mordre un Algérien, il y a un garde qui le regardait qui a dit : Tiens un chien raciste ».

Tu étais dans la voiture, toi ?

(Silence)...





Reportage photo Mustapha et Bizarlion Arnaud.

Les journalistes ils sont bien drôles, tu étais dans la voiture toi, c'est tout ce qu'il te demandent, y'a pas à demander si on était dans la voiture.

Où il y était Houari... il n'était pas dans la voiture, il était avec nous au flamant.

SALIM : Une fois j'étais avec un copain, on a pris le bus, on est descendu, ils nous ont arrêté, ils nous ont mis les mains en l'air, puis ils nous ont fouillé, il y avait plein de monde qui nous regardait, la honte quoi et on n'avait rien à



ALI : Houari, ils n'ont pas pris la photo de son cadavre, c'est un journaliste qui a dit au père « va me chercher une photo. Une photo, ça se trouve, le flic, il avait bien une carte d'identité.

Mais moi elle est là sa photo, j'en ai vu moi. J'en ai vu celui qui me dit qu'il avait des menottes, qu'il était inquiet, c'est faux, il fumait une cigarette et il me regardait comme ça, fier de lui, fier il a tiré un arabe, il était fier de lui, voilà ce qu'il faisait. Je le regardais il ne faisait pas comme on disait dans les journaux, qu'il se déchirait, qu'il était inquiet, c'est des menteurs. Et ne me dites pas qu'il s'appelle Paul Taillefer, pour les journalistes il s'appelle Paul Taillefer, pour la télé, pour tout le monde il s'appelle Paul Taillefer, mais moi je ne crois pas qu'ils s'appellent comme ça. Ils sont tous pris des photos de si près, comme ça vous n'allez pas dire qu'il les ont toutes ratées. C'est pas vrai.

AMAR : Nous les jeunes qui avons fait le SN français on est écœuré et en plus s'il y a une guerre, c'est nous qu'on appelle en premier...

MOHAMED : Et moi qui doit le faire dans deux mois.

FATIMA : Tues fou, tu ne le fais pas. Il ne faut plus le faire maintenant l'armée française, ils ont tué mon frère.

DRIS : Et nous qui l'avons fait qu'est-ce qu'on va devenir ?

FATIMA : De toutes manières quand ils t'arrêtent, ils ne te demandent pas tes papiers, ils te disent melons, sale arabe. Vous les jeunes qui allez avoir 18 ans, vous êtes nombreux, vous êtes des vingtaines et des vingtaines dans la cité, il faut choisir la nationalité algérienne et vous les emmerdez avec leur carte, il faut la déchirer.

MOHAMED : Est-ce que les Algériens vont accepter de nous faire nos papiers algériens.

FATIMA : Oui, à 18 ans, même les enfants de harkis, le président l'a dit. Il vaut mieux faire son service là-bas, qu'un Algérien tue un Algérien, passe mais qu'un Français tue un Arabe, non. Je ne suis pas d'accord, il ne faut plus leur permettre, ça sert à quoi leur armée, même pour le travail ça n'apporte aucun avantage, quand vous vous présentez avec votre tête d'arabe, ils vous répondent : « Ah monsieur, ça a été pris, ou alors on vous écrira ».

se reprocher. A Antenne 2, y'a un type qui est venu, il faisait l'antiraciste, il nous disait dites tout ce que vous avez sur le cœur, tout ce qu'on vous fait subir. On était trois, il y avait un qui disait qu'un maître nageur lui a dit vous n'avez qu'à dire à Boumediène de vous mettre une bassine avec de l'eau et de plonger dedans. Moi j'ai parlé de police, l'autre a parlé de police à la télé, ce qui est passé, c'est celui qui parlait de bassine et de piscine, ils n'ont pas montré un qui parlait de la police, pourquoi ? Ils coupent. Il fait celui qui n'est pas raciste, même la télé est raciste.

Les journaux étaient sur les lieux, ils disaient la vérité, tu parles, ils disaient tout à l'envers, complètement à l'envers.



40 ANS DE RESISTANCE AU RACISME

par M. Henriët

directeur du Département Animation CIMADE

CIMADE : six lettres formant un nom connu mais dont la signification est souvent méconnue. Il apparaît quelquefois dans la presse au bas d'un appel pour El-Asnam, le Cambodge, le Salvador. Il signe une protestation contre les actes racistes de la rue Copernic contre les Juifs comme à Marseille envers un jeune maghrébin. Mais que signifie-t-il ?

Septembre 1939, la guerre. Alsaciens et Lorrains sont évacués dans les départements du Centre et du Sud-Ouest. Ces exilés de l'intérieur, parlant une au-

tre langue que le français vont être considérés et traités par la population autochtone comme des « étrangers ». Ce rejet accroît leur angoisse de déracinés. Pour faciliter leur insertion au sein d'une population réticente à les accueillir, les mouvements de jeunesse protestants et orthodoxes constituent des équipes qui vont vivre avec eux d'octobre 1939 à juillet 1940. Pour coordonner l'action de ces équipes, un Comité Inter-Mouvement Au-près Des Evacués est créé: la CIMADE est née.

1940-1944 : l'occupation. Juifs étrangers et français,

opposants allemands, autrichiens et tchèques au nazisme, républicains espagnols, tsiganes et communistes sont internés et livrés aux nazis par le régime de Vichy. Les équipiers de la CIMADE vivent dans une vingtaine de camps de concentration ou de villages d'assignation. Ils organisent des réseaux clandestins d'évasion vers l'Espagne et la Suisse, fabriquent des faux papiers, cachent les traqués. Enracinée dans la Résistance, l'histoire de la CIMADE est celle d'une solidarité concrète avec les étrangers ou ceux considérés comme tels et par conséquent rejetés, persécutés.

Les 24, 25 et 26 octobre 1980, la CIMADE célèbre son quarantième anniversaire. Comme tout organisme vivant, elle a évolué parce que les circonstances ont changé. Quarante ans (en fait quarante et un) après sa création, elle garde les initiales qui ont formé son nom, manifestant ainsi, non pas une fidélité paralysante à son passé, mais sa volonté de rester fidèle à sa vocation de servir et de défendre les victimes de l'oppression, de l'arbitraire, du racisme et de l'exploitation : les évacués d'aujourd'hui. C'est le sens qu'elle donne à la célébration de son anniversaire.

L'histoire de la CIMADE tout au long de ses quarante années d'existence est celle d'une présence active auprès de ceux que les tensions, les conflits, les injustices qu'a connus notre monde ont meurtris. Quarante années d'exil, d'internement, d'exploitation, de racisme, de guerres et de souffrances pour tous ceux qui furent et sont encore les victimes de régimes dictatoriaux, de systèmes économiques iniques, de législations racistes, de l'exploitation des nations riches et dominatrices. Quarante années de cheminement vers la justice, la dignité, la

libération et le partage pour les équipiers de la CIMADE qui, jour après jour, vivent, écoutent, accueillent, dialoguent, luttent avec ces hommes et ces femmes persécutés, méprisés, opprimés. Quarante années d'un service quotidien, souvent harassant, toujours exigeant, sans cesse enrichissant par l'extraordinaire échange d'expériences humaines entre les exilés, les immigrés, les populations des pays dominés et les équipiers de la CIMADE.

Quarante années jalonnées par des événements au sein desquels la CIMADE a rencontré des hommes et des femmes dont l'incessante interpellation a modelé son visage, remis en question ses méthodes, affiné son analyse et orienté son action. Spontanément surgie des circonstances créées par la deuxième guerre mondiale, la CIMADE n'est pas née de principes mais de besoins. En 1980 comme en 1940 ou pendant la guerre d'Algérie, son ordre du jour lui vient de l'extérieur. Il est donc nécessaire qu'elle ne se fixe pas dans son passé ni dans ses méthodes mais qu'elle reste sans cesse disponible, attentive aux besoins des nouveaux déracinés. Elle doit rester suffisamment souple pour pouvoir répondre rapidement, concrètement et avec efficacité aux nouvelles situations.

Accueil de 5000 réfugiés de 65 pays par an, soutien des travailleurs immigrés et de leurs associations, défense des droits de l'homme et des peuples, lutte contre toutes les formes de racisme, programmes de développement, actions d'urgence et soutien aux mouvements de libération : tels sont les services assumés en 1980 par les 50 permanents (de 15 nationalités) de la CIMADE. Refusant de concevoir l'entraide uniquement au niveau de l'approche charitable, la CIMADE agit plus avec les opprimés que pour eux. Par un accompagnement limité dans le temps, elle vise plus à l'autonomie de ses partenaires qu'à perpétuer son assistance. Tout en assurant l'accueil de chacun et l'aide immédiate, elle recherche des solutions qui, dépassent les cas individuels, fassent droit aux victimes des injustices et, si possible, en suppriment les causes.

Des Alsaciens-Lorrains de 1939 au noirs d'Afrique du Sud de 1980, des Juifs du camp de Gurs aux travailleurs arabes immigrés en France, des personnes déplacées d'Europe Centrale de 1945 aux exilés politiques latino-américains et africains d'aujourd'hui, des harkis au peuple cambodgien, la CIMADE est restée ce service concret, vécu quotidiennement avec ceux qui souffrent, constamment renouvelé par leur interpellation, manifestant le lien entre l'Évangile libérateur et la libération sociale, économique et politique de tous les hommes.

M HENRIËT

— Est-ce qu'il y a selon vous un lien entre l'attentat à la Synagogue de la rue Copernic, la déclaration de Stoléro à Metz à propos des travailleurs immigrés et l'assassinat d'un jeune Marocain de nationalité française à Marseille ?

Jean-François Kahn : D'une certaine manière, il y a un lien, mais à condition de bien s'entendre sur ce que l'on appelle par lien. Quand je dis qu'il y a un lien, je ne veux pas dire qu'il y a un lien organique, à savoir que ce sont les mêmes qui ont fait Copernic qui ont tué le Marocain, je ne veux pas dire non plus que Stoléro est complice des gens qui ont fait l'attentat de Copernic, ces choses, je m'en méfie, il faut toujours se méfier des déclarations extrêmes, parce qu'elles perdent de l'impact, je pense qu'il faut rester au niveau des faits. Les faits sont toujours plus efficaces et plus terribles que toutes les déclarations extrémistes possibles et imaginables.

Pour en rester au fait, il reste qu'il y a eu Copernic, qui est un attentat raciste, il reste qu'il y a eu l'assassinat de ce jeune Marocain par un CRS, qui est un assassinat de type raciste, il reste que la déclaration de Stoléro, toutes ces déclarations en particulier sur les minorités, ont provoqué peu de réactions, cela effectivement est préoccupant.

Mais ce qui est beaucoup plus préoccupant, ce n'est peut-être pas les actes spectaculaires ; finalement on peut admettre que Copernic, cela soit un fou qui ait mis une bombe, et que une fois le fou mis hors d'état de nuire, le problème est résolu.

On peut admettre que le CRS de Marseille soit un CRS qui ait trop bu ou nerveux et qui ait appuyé sur la mitraillette, et qu'il y en ait un sur cent mille dans la police, à ce moment-là, ce n'est pas trop grave.

Autrement dit, ce ne sont pas les faits en soi qui m'inquiètent, ce qui m'inquiète ce sont tous les petits faits qui ne font pas un des journaux, et qui accumulés sont beaucoup plus graves que Copernic, malgré l'émo-

ENTRETIEN AVEC J.-F. KAHN

tion qu'a provoqué Copernic ou qui accumulés sont beaucoup plus graves que le meurtre de Marseille.

Je veux dire par là, que tous les petits actes antisémites, croix gammées sur une synagogue ici, inscriptions antisémites dans le métro, attaque d'un commerçant juif là, bref tous ces petits faits qui accumulés sont beaucoup plus importants que Copernic.

Au niveau du racisme anti-arabe, c'est aussi l'accumulation et sur une plus grande distance. Depuis 1973, date où il y a eu l'attentat revendiqué par le groupe Delta, au Consulat algérien de Marseille, attentat qui a fait quatre morts, c'est à dire autant que Copernic, sans que cela ait provoqué autant de remous, il y a eu 70 meurtres d'Algériens, 70 meurtres dont on ne peut pas dire que ce ne sont pas des crimes racistes, sans que quasiment ait arrêté un auteur : là c'est une accumulation ; plus tous les actes racistes qui mettent en cause des policiers (sans doute minoritaires, je ne dis pas que ce soit une majorité) ; quant à la déclaration de Stoléro, elle n'est pas choquante en soi, car c'est le droit de la France de dire que pour des raisons économiques, le gouvernement ne veut plus de travailleurs immigrés, mais ce qui est scandaleux, c'est de pouvoir dire cela comme s'il n'y avait pas eu pendant vingt ans de travailleurs immigrés, qui ont été une des raisons de la croissance française. Autrement dit, c'est de dire cela avec une espèce de brutalité et de sécheresse, comme si, « eh bien messieurs, vous avez servi, maintenant ça y est, on n'a plus besoin de vous, comme si c'est des gens qu'on pouvait amener et licencier comme une femme de ménage au 19ème siècle, c'est le contexte de la déclaration. C'est la façon brutale, légère, superficielle, dont cela a été dit, c'est aussi le lapsus, à savoir :

« Les étrangers, il n'a pas

dit — les travailleurs immigrés — (c'est à dire ceux qui viennent travailler ici) il a fait un lapsus inouï : les étrangers. J'ajoute qu'à Metz, il a eu une phrase très blessante concernant les travailleurs en grève, en disant : « s'ils ne sont pas contents, ils devraient rentrer chez eux » c'est à dire qu'on considère que ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, donc qu'il y a deux catégories de travailleurs, certains qui peuvent se mettre en grève, et d'autres tout d'un coup qui ne peuvent pas, et qui seraient corvéables et tail-lables à merci, à qui on donnera les plus mauvais salaires, et qui s'ils se mettent en grève, devraient rentrer chez eux. Il y a quelque chose d'effectivement lamentable dans cet ensemble de faits, et qui nous fait en effet réfléchir sur deux éléments :

— l'un, c'est l'existence d'un certain fait raciste chez nous.

— l'autre, c'est que malheureusement trop de gens, et l'affaire de la rue Copernic en est une illustration, ne comprennent pas que le racisme est un mal dont tout le monde peut être atteint, et que le racisme anti-arabe est un racisme anti-sémite potentiel ; il est un fait que beaucoup de Juifs ne se sont pas sentis concernés quand le groupe Charles Martel, Delta, et autres tuaient des Algériens, or ce sont les mêmes qui aujourd'hui tuent les Juifs, et aujourd'hui ils découvrent ce qu'est le racisme. C'est le même. Quand on est anti-arabe, on est anti-sémite, et quand on est anti-sémite on peut être anti-arabe, et certains groupes palestiniens ultras, qui font alliance avec des mouvements anti-sémites croyant qu'ils ont les mêmes ennemis, font à mon avis, une grave erreur, car ces gens-là sont aussi bien contre eux. Celui qui est anti-arabe ou anti-juif, peut être demain anti-pied noir, parce qu'il voit que les pieds

Les blocages de l'anti-racisme

noirs ressemblent à des arabes, ce qui est vrai d'ailleurs. Ensuite anti-corses parce que les Corses ne sont pas des Français à part entière. Je crois que là, il est temps de prendre conscience que le racisme ne se découpe pas en rondelles, et que le racisme est anti-tout.

SF : Face à cela, est-ce qu'il n'y a pas une sorte de blocage de l'action anti-raciste, une vigilance moins accrue, à preuve le peu de réactions après la déclaration de Stoléro ?

J.-F. Kahn : Il y en a un certain nombre d'actions de démocrates français, que ce soient des organisations comme le MRAP, la LICRA, la Ligue des Droits de l'Homme, que ce soit les syndicats qui ont fait des actions quand même contre le racisme. Mais d'abord, il n'y a pas de réaction gouvernementale, parce que certains milieux du gouvernement estiment que des réactions de ce type peuvent être utilisées ; il est évident que quand on fait par exemple une loi contre les étudiants étrangers, on jouait sur cette réaction raciste, alors on ne peut pas en même temps faire des lois, jouer sur cette réaction raciste, et dire aussi que le racisme est un drame.

Il y a le fait qu'une partie de la presse qui n'osait pas être ouvertement raciste, s'est mise à l'être, il y a le fait que, et c'est aussi fondamental, que malheureusement trop de gens ne s'intéressent au racisme que lorsqu'ils sont eux-mêmes de la race ou de la communauté touchée, car tous les flics sont contre le racisme anti-flic, tous les Corses contre le racisme anti-corse etc... Le problème c'est qu'on n'est pas encore à ce que tous les gens soient contre le racisme tout court. Il me semble qu'après Copernic il y a eu convergence quand même, un début timide de convergence entre les gens de tendance différentes qui comprenaient que le racisme est un mal.

SF : A Sans Frontière, nous pensons qu'avec ses mesures, Stoléro n'arrivera pas à faire partir tous ces quatre millions d'immigrés « déclarés » reconnus comme tels. Les harkis, les jeunes sont des immigrés de nationalité française. La France va devenir une société multi-raciale, multi-ethnique, qui ne s'assume pas comme telle. Comment est-il possible qu'il n'y ait pas une série de ghettos

juxtaposés, qu'il y ait des courants de débats, d'échanges, entre ces ghettos potentiels ?

J.-F. Kahn : Le ghetto est en train de se constituer finalement, et je dirais même qu'il se constitue avec ses propres structures de dialogue interne qui a un aspect positif, car il est bon qu'une structure ethnique ait ses propres réseaux d'activité culturelle, etc... mais ce qui est mauvais, c'est qu'il n'y ait pas de structures d'échanges culturels entre les différents ghettos, et il n'y en a pas.

Entre la communauté juive de Sarcelles et la communauté arabe de Nanterre, autant que je sache, il n'y a pas d'échange d'ordre culturel, politique ou social, il n'y en a aucun. Chacun a sa propre institution. Ses propres mécanismes d'échange culturel, et ça c'est négatif. Cela devrait faire plaisir à M. Pauwels du Figaro Magazine, puisque c'est ce qu'il explique au nom du droit à la différence / il faut que chacun reste dans les ghettos et cultive gentiment sa différence.

Moi ce n'est pas ma conception, je pense que l'échange est nécessaire, et je suis pour la différence. C'est à dire que je suis pour que chacun s'habitue à reconnaître la différence ; il faut casser le ghetto justement car le ghetto, c'est justement le refus de la différence.

Suite page 12

LA TOLERANCE... un combat de minoritaires

L'assassinat du jeune LAHOUARI à Marseille a été précédé le 29 mai 1980 par le non lieu, prononcé en faveur du sous brigadier Marquet à l'occasion du haut fait d'armes dont il a été l'auteur, en assassinant d'une rafale de pistolet mitrailleur, excusez du peu, l'immigré Mohamed Diab, à Versailles le 29.11.72. Je dois dire qu'en la circonstance, je n'ai pas souvenir de réaction véhémente, de cri d'indignation du secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels qu'est Lionnel Stoléro, devant le déni de justice, donnant à la bavure banalisée droit de cite et légitimant toute future fusillade de prévenus basanés au possible, par des policiers à la gachette nerveuse.

Par contre, des gens dont l'épiderme sera toujours hérissé face à une justice aussi banale n'ont pas manqué, d'étaler tout le dégout que leur inspire de telles méthodes! Comme ils le firent lors des ratonnades de lâches attentats eurent été commis, au foyer protestant de la rue Vaugirard (4 blessés) lors du plasticage du consulat d'Algérie à Marseille (4 morts), et les meurtres perpétrés sur les personnes de Pierre Overnay, Pierre Goldman, Djellali Ben Ali, Henri Curiel, et Laid Sebai... et cette énumération est loin d'être exhaustive. Il est à remarquer que nombre de ces crimes, exactions, agressions ont été revendiqués par des organisations d'extrême droite du genre : Delta, MNR, Charle Martel, Occident, FANE, ou Dupont-Lajoie et j'en passe, et des plus noires... sans que jamais, au grand jamais, la police n'ait mis la main au collet d'un seul des meurtriers, membres de ces organes fascistes déclarés. A croire que les fichiers des RG, de la police judiciaire et d'autres services de police parallèle, aient fait l'objet d'une visite mystérieuse... fort à propos du reste. L'extrême gauche, n'en déplaise à Monsieur Bonnet n'aurait certainement pas bénéficié de la même clémence, du même laxisme, de la même complaisance !

Et puis, le plasticage de la synagogue, rue Copernic : 4 morts, plusieurs blessés et toujours les mêmes que de tels actes de vandalisme indignent : Ligue des droits de l'homme, LICRA, MRAP, syndicats et partis de gauche. Plus quelques autres qui ont pris la colère en marche. CRIF et communauté juive touchés dans leur chair, et d'autres qui ne tiennent pas à être en retard d'une larme... de crocodile avec manifestations monstres et interviews appropriées.

Un couac dépendant ; l'absence très remarquée des ratonnes d'hier et de demain, soyons en assurés ; de même la discrétion qui l'honore : le CNPF et ses filiales, chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et syndicats-maison du style CFT. J'arrive encore à comprendre les raisons supérieures, de haute stratégie de profit qui expliquent le manque d'engouement pour ce genre de manifestations du CNPF et de ses officines. Mais que penser en fin de compte de cette attitude passive des immigrés, que CFDT et CGT, en à-plus de leurs amicales n'avaient pas réussi à faire descendre dans la rue ? Serait-ce à cause des juifs et le différent Israël-OLP ? C'est insuffisant ! Serait-ce l'indifférence, issue de leur propre sentiment d'impuissance

devant des institutions qui ne leur laissent certes que la plus infime parcelle du gâteau national et l'inconsidération la plus totale ? (un bougnoule mérite-t-il une quelconque considération ?) Ou serait-ce l'incapacité d'analyse et de rapprochement : des conditions d'existence, de la libre pratique d'une religion, d'être comme beaucoup d'autres l'objet des sarcasmes, de railleries, de discrimination ensomme à l'instar des nègres, des ritals, des jaunes, des autres ?

Que dire au chef spirituel et gardien de la mosquée de Paris, qui fait preuve d'un mutisme qui n'honore guère l'Islam ; convenons en, en ce qu'il recèle de miséricorde, de charité, Monsieur Hamza Boubakeur, d'habitude si disert quand il s'agit de donner des leçons de géo-politique sur la révolution iranienne, a perdu l'usage de la parole.*

S'agissant de conforter la communauté juive du soutien moral, en des circonstances si douloureuses, face aux menées racistes, nazies, qui nous balairaient tous, si nous venions à nous tromper d'ennemi ? Peut être que Mr Boubakeur avait estimé que somme toute ; à la manière de Mr Barre avec son lapsus révélateur sur la bombe destinée à faire périr des Israélites, et qui par hasard, a frappé contre toute attente des Français innocents. Qu'en termes choisis ces choses là sont dites ! C'est du Barre !

Mr Boubakeur, voire ! A-T-il estimé que finalement, la communauté juive n'a pas enregistré de mort ?

Ce sont les sémites qui font l'objet de la plus mortelle offre sive raciste de la part des fascistes en herbe. Avec une violence moindre à l'égard du juif que celle dont ils font preuve vis-à-vis de l'arabe, car le triste record des tués est détenu par la communauté immigrée. Celle dont la France avait besoin pour réaliser son boom économique. Celle dont la France se débarrasse en premier dès qu'il est question de crise économique tel un citron dont on a extrait le suc avant de le jeter à la poubelle de l'histoire. Devrons nous subir encore plus longtemps les agressions, les meurtres, les mutilations, les brimades en sus des quolibets ? Devrons nous accepter d'être rabaisés, dégradés, écartés des options fondamentales, ravalés au rang des sous-hommes ?

Pourrions nous nous rencontrer, nous informer des revers subis par chaque communauté, discuter des moyens les plus adéquats pour enrayer ces ignobles atteintes à l'existence, au droit à la vie. Après cette prise de conscience collective, nous pourrions envisager selon les rapports de force en présence de réclamer des mesures énergiques, une protection accrue des personnes et des biens, un plus grand respect de l'autre dans sa différence. Je ne sais plus quel grand homme disait « L'ennui naquit un jour dans l'uniformité ». C'est de nos singularités que nous pourrions espérer un enrichissement et pas du nivellement auquel oeuvre la classe politique afin de maintenir son emprise sur notre destinée. Pussions nous montrer à la hauteur de la situation et faire échec à la montée et à l'expansionnisme envahissant des idéologies racistes, fascistes, nazillonnnes qui bafouent la dignité humaine.

A. RAHIM — METZ —

200 morts, 400 disparus c'était hier à Paris...

Le 17 octobre 1961, des vingt quartiers de Paris, mais aussi des banlieues des dizaines de milliers d'Algériens, répondant à l'appel du FLN descendent dans la rue pour protester contre le couvre feu qui leur est imposé par M. Papon préfet de police.

C'est donc contre des hommes, des femmes et des enfants marchant silencieusement dans les rues de Paris, que la police française va se distinguer par une violence aveugle et raciste.

La consigne du FLN avait été respectée, pas d'armes, ni bâtons « Nous allons manifester pour notre dignité ». Mais qu'est ce que la dignité d'un « raton » pour la police ? Elle en avait déjà vu d'autres. C'était en 1942 la rafle du Vel d'hiv les « ratons » d'alors étaient les « youpins ».

C'est dans un petit café du quartier de Crimée que j'ai rencontré Ahmed. Il a aujourd'hui 50 ans, il est en France depuis 30 ans. Il participa à la manifestation sanglante du 17 octobre 1961 presque 20 ans après il se demande comment il n'est pas mort cette nuit-là.

Oui, je me souviens très bien de cette nuit là. Il m'arrive de temps à autre d'y penser mais cela ne sert à rien, et puis comme on dit chez nous : « Ellif mat ».

(1) Nous sommes descendus dans la rue pour notre dignité, parce que nous vivions terrés comme des bêtes à cause du couvre feu qui nous était imposé de 20 heures à 5 heures du matin. Et puis même sans ça, il y avait les rafles tous les jours, les passages à tabac à Vincennes, les tortures dans les commissariats, les Harkis qui étaient encore plus sauvages que les Français. On en pouvait plus c'était trop. Alors le FLN a décidé d'organiser une grande manifestation pour le 17 octobre avec les femmes et les enfants. La consigne était passée pas d'armes, même pas un canif. Il fallait aussi être bien vêtu, bien rasé pour que les Français ne nous méprisent plus. Pourtant beaucoup d'entre nous ne se faisaient guère d'illusions sur l'attitude de la police et surtout des Harkis si nous manifestations. Mais il y avait les femmes et les gosses, et puis en plein Paris devant la population française, ils n'osent pas.

J'habitais à l'époque à Jaurès dans le 19ème. Il y avait beaucoup de cafés algériens, les responsables passaient dans les cafés donner les consignes. Là nous attendions l'ordre de partir. Un à un les cafés se vidaient, nous partimes par le métro, nous étions des centaines, les Français nous regardaient l'air étonné et pas rassuré. Je suis certain qu'ils n'avaient jamais vu autant d'arabes d'un seul

coup. Pourtant nous étions silencieux nous ne savions même pas où nous allions manifester, il fallait suivre les ordres.

Nous sommes descendus au métro Strasbourg St Denis, là nous nous sommes formés en cortège, il me semble que nous allions vers la place de l'Opéra.

Nous avons peut être marché dix minutes, puis tout d'un coup des coups de feu ont éclaté, c'était la police, ils venaient de partout. Alors la peur, la panique s'est emparée de nous, des frères sont tombés touchés à mort, des enfants cherchaient leur mère et ils pleuraient et les flics hurlaient à la mort en nous chargeant. Nous ne savions où aller. Beaucoup d'entre nous ne connaissaient pas bien Paris, et ne savaient pas où ils se trouvaient. Alors ils nous ont tiré dessus comme des lapins, à la mitraillette, à la grenade, nous étions encerclés, plus moyen de fuir, ni de se réfugier dans les cafés ou les cinémas. Les Français avaient peur de nous et pas de la police. J'ai cru que nous allions tous crever comme des chiens. Alors, on s'est rendu à la police les mains en l'air, et la rage au coeur, nous étions sans armes, ils étaient les plus forts. On nous aligna contre les murs les mains sur la tête, en attendant les cars de ramassage. Nombreux étaient les blessés graves, les policiers étaient très excités. Ils étaient devenus fous. Nous sommes montés dans les fourgons à coups de matraques et à coups de pieds. Arrivés Porte de Versailles même traitement cette fois avec les CRS qui nous attendaient. Certains étaient pris à part. Ils ont été massacrés devant nous. Nous sommes restés jusqu'au lendemain sans boire, ni manger, ni fumer. Les blessés étaient aussi avec nous, certains s'évanouissaient. Puis des militaires sont venus, des soldats du contingent, certains étaient écoeurés et nous ont donné des cigarettes.

Puis il y eut le tri, plutôt une loterie, car certains pouvaient partir, d'autres furent expédiés dans les camps en Algérie, et d'autres étaient amenés à Vincennes d'où ils furent libérés 15 jours après.

Quand à moi, je fus libéré. Je n'ai appris que beaucoup plus tard l'ampleur du massacre, lorsque le FLN fit le recensement : deux cents morts, quatre cents disparus, des centaines de blessés. Le temps a passé, mais je n'ai toujours pas compris pourquoi, on nous avait envoyé au massacre, à l'abattoir comme des moutons ? Enfin, tout ça c'est du passé mais ça fait mal.

Propos de Si Ahmed Recueille par Farid Aichoune

(1) « Ce qui est passé est mort »

LE RACISME ET LA PRESENCE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Daniel Pezeril Evêque auxiliaire de Paris

La présence parmi nous de plusieurs milliers de travailleurs migrants les expose aux pires manifestations de racisme et nous en avons la preuve quotidienne. Il est impossible de dénombrer ces affronts,

parce que précisément ils appartiennent à la vie de tous les jours. Seuls certains gestes criminels sont relatés par la presse. Ils appellent notre solidarité active avec les victimes. On ne saurait trop y prendre

garde, car ils révèlent des mentalités, dont parfois les porteurs eux-mêmes se doutaient à peine avant de céder à leur impulsivité intolérable.

Mais - inutile de le souligner ici - la mentalité raciste est bien plus répandue que ne le laissent supposer de tels méfaits. Je l'ai dit l'autre soir à la Télévision. Il y a une multitude de « racistes » plus ou moins conscients qui n'ont pas jusqu' alors commis de crime repérable

pousse aux plus odieuses mesures vexatoires et jusqu'au meurtre les caractères impressionnables et faibles. Elle n'est jamais innocente.

par la justice. Toutefois leur mentalité prépare ceux-ci, quand elle cherche à se justifier auprès d'autrui et n'hésite pas à diffuser son point de vue. C'est elle qui

La mentalité raciste, ceux qui en souffrent savent mieux que personne qu'elle intervient à tout propos, et en tout lieu : dans les HLM, au travail, chez les commerçants, dans certaines écoles entre les enfants, au cours des loisirs et là où elle est le plus injustifiable, dans le comportement de fonctionnaires de l'Etat.

En fait, c'est chacun des Français qui doit se méfier de son racisme spontané ou latent. Souvent il ne s'en rend pas compte. C'est ce qui lui est une disposition insensible : elle est au contraire singulièrement sensible à ceux qu'elle enferme dans une révoltante et inhumaine ségrégation.

Tout Français doit être vigilant. Mais également tout homme. Les frontières du monde sont artificielles. Aux migrants aussi de ne pas céder entre eux aux haines ethniques ou religieuses et au même rejet de leur frère. L'unité entre travailleurs migrants est un grand objectif.

Il y a bien des façons de lutter contre tout racisme. L'éducation des coeurs et des esprits par les mass média me semble l'une des initiatives primordiales. Le rôle des Eglises, là aussi, est très nécessaire. Mais on me permettra de faire allusion à une entreprise d'un tout autre ordre dont l'urgence m'apparaît de jour en jour plus pressante : une définition internationale des droits du migrant. Je n'ignore pas que les principes sont une chose et trop souvent la réalité autre chose. Néanmoins les principes peuvent servir d'appui au changement de la réalité. Ils peuvent également fournir le moyen d'actions revendicatrices aujourd'hui

indispensables.

La migration constitue l'un des phénomènes les plus considérables du monde moderne. Des millions et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont appelés à se rencontrer, à se connaître, à travailler et à vivre ensemble. Cet événement peut tourner mal c'est-à-dire provoquer une explosion gigantesque de racismes multipliés les uns par les autres. Mais aussi - et c'est ce que je pense non sans y avoir beaucoup réfléchi - ce peut être ybe chance inouïe : découvrir enfin concrètement - en mettant des noms sur les visages et en nous tenant la main dans la main - que nous sommes tous des hommes et - pour ceux qui sont croyants, les fils du même Dieu. Il s'agit là d'une expérience qui n'a pas de prix, qui sera un gage de paix pour le monde. Il me semble qu'au moins en diverses circonstances et parmi nous, elle est heureusement commencée.

Y a-t-il encore des prophètes?

Colloque à Tunis du 29 septembre au 1 octobre. Place dans le cadre du dialogue Nord-Sud, le programme du colloque débattait toutes sortes de problèmes : Dogme et théologie : «le prophétisme dans les civilisations du livre» (1ère journée du colloque) mais aussi l'inquiétude qui saisit l'occident devant ce qu'il appelle le réveil de l'Islam face aux idéologies en cours «vers la fin des idéologies politiques». (deuxième journée du colloque).

Les intellectuels tunisiens, nombreux à être conviés et parmi lesquels : Hicham Djait, Baccar, Talbi, Boudhiba, allaient-ils se prêter au jeu ? Dans quels termes allaient-ils se poser leurs problèmes ? Leurs problèmes d'Arabes, ceux du Tiers-monde ?

Et n'assisterait-on pas de la part de certains invités européens qui ont les pieds sur terre, tels Catherine Clément du « Matin de Paris » ou Régis Debray, à des contributions susceptibles d'éclairer un débat au programme confus et obscur et de renverser les termes d'une fiction de dialogue Nord-Sud, où le Nord habituellement soliloque, formulant questions et réponses ?

Le prophète et le législateur

Par delà la cacophonie, quelques rais de lumière: le prophète et le législateur dans l'histoire d'un peuple. Par delà les dogmes religieux qui tendaient à chaque instant à bloquer le débat, par delà les professions de foi marxistes comme celle de cet intellectuel sénégalais, dont les propos n'ont rien à voir avec le Sénégal et le Tiers-monde et où le dogme primait sur toute tentative d'analyse concrète. Il incarnait à merveille le thème du faux prophète sur lequel il était censé discourir : les marxistes : des faux prophètes ? Des prophètes usés ?

Par delà les affirmations réformistes répétées à satiété en écho au discours officiel de l'Etat tunisien et des autres Etats arabes quelques lumières enfin : on met plein feu sur Khomeiny dont l'ombre n'a cessé de planer sur le colloque et l'on s'attaque au problème des moments historiques de la vie d'un peuple. Quel rapport entre l'expérience collective de fraternité que peut vivre un peuple à un moment précis et uni (le peuple iranien par exemple) et l'organisation de la vie de la cité.

Quel rapport entre le soulèvement mystique collectif, moment de révolte où on communique par l'intermédiaire du « prophète » et la mise en ordre - quel ordre? - des affaires du pays : la vie quotidienne. En un mot quel rapport entre le moment du prophète et le

moment du législateur ? Comment passe-t-on de l'un à l'autre. (Grace à Catherine Clément ces questions purent être posées).

Par cette analyse chaque peuple se trouvait interpellé. Car chacun a connu ces soulèvements dans les luttes d'indépendance. Les fraternisations propres aux révolutions (la révolution algérienne par ex.), ou les aspirations collectives à l'unité (le nationalisme et l'unité arabe en partie au Proche Orient) et chacun a aussi connu, dans l'organisation de la cité, illusions et insatisfactions.

Ainsi Mestiri, évoquant plus ou moins concrètement le problème des libertés (la démocratie, les partis, les journaux) dans la cité pouvait-il conclure : « Comment faire pour que les prophètes ne deviennent pas des dictateurs ? ».

La réalité finissait par faire irruption. Les portes du colloque se trouvaient forcées par le social et l'histoire.

Sur un autre registre, Régis Debray démonta le mécanisme qui fait qu'en Occident la technocratie secrète de l'idéologie de compensation sous forme de prophétisme divers : sectes, religion, spiritualité. Il démontra que la société industrielle engendre du prophétisme et que le laïque y fonctionne avec le séculaire et le sacré dans un couple d'opposition (déclin du prophétisme dans la sociétés industrielles).

L'ombre de Khomeiny

Un débat faussé : mais l'interrogation persiste quant aux termes mêmes du débat et la validité des concepts utilisés.

— Y'a-t-il réellement un « retour de la spiritualité » comme le proclamait Hichem Djait ?

— Y'a-t-il vraiment une « Résurgence de l'Islam » qui vient prendre la place qu'occupait le marxisme et le socialisme ou le nationalisme dans les pays arabes ou de culture islamique ?

Ces notions de « résurgence » peuvent-elles s'appliquer aux réalités des peuples qui ont été marqués profondément et façonnés définitivement par l'esprit de l'Islam - et cela qu'ils soient arabes ou musulmans (Iran, Pakistan, etc),

qu'ils soient - lorsqu'il s'agit des arabes - de confession musulmane, ou d'autres confessions (chrétiens, orientaux, druzes, alaouites) ?

Le prophétisme comme idéologie de compensation

Ne serait-il pas plus juste de parler des échecs des idéologies qui ont eu cours ces dernières décennies dans nos pays : le socialisme (à caractère non-marxiste), le nationalisme (l'idée même de l'Etat-Nation...), et d'analyser concrètement les conditions politiques de ces échecs après les indépendances, (plutôt que de se gargariser par des envolées lyriques sur le réveil de l'Islam au 14ème siècle à l'instar de quelques sociologues et anthropologues d'outre-Méditerranée qui s'éveillent à des réalités qu'ils ignorent: « Ils ont des oreilles et ils n'entendent pas ! » disait un thème du colloque)...

S'apesantir sur le retour des religieux, n'est-il pas en vérité le moyen de se dispenser d'une recherche concrète, d'une enquête politique et historique sur les raisons profondes des échecs des idéologies qui ont été plaquées sur des peuples? Ne s'agit-il pas là d'une complaisance des intellectuels arabes et musulmans à l'égard d'eux-mêmes, d'une fuite devant leurs responsabilités antérieures et actuelles dans la production de la pensée et l'organisation de la cité arabo-musulmane ?

Telles sont donc les questions que le colloque n'a pas posé mais suggéré par delà les verbiages, à l'auditeur arabe attentif !

Fathi et Farouk

NOTES :

1) **Djait** : Professeur à l'ENS de Tunis ; auteur notamment de « l'apersonnalitarabeteel devenir arabo-islamique » et dernièrement « L'Europe et nous » etc...

2) **Baccar** : intellectuel marxiste, professeur de littérature arabe à la faculté de Lettres de Tunis.

3) **Talbi** : Professeur d'histoire à la faculté de Lettres de Tunis ; ouvrages sur Ibn Khaldun, sur l'histoire, sur l'histoire de la Tunisie.

4) **Boudhiba** : professeur à la faculté de lettres et directeur du CERES ; auteur de « Sexualité et l'Islam », « L'Imaginaire dans les contes maghrébins », etc...

5) **Mestiri** : homme politique tunisien ; ancien ministre de l'opposition sociale démocrate.

Médecins Sans Frontières Aux frontières du Kurdistan



Les missions des membres d'organismes internationaux ne sont pas toujours de tout repos; pour preuve le récent voyage d'une équipe de MSF qui fut une véritable odyssée (surtout pour l'un d'eux) au Kurdistan. L'équipe mit 7 jours pour atteindre une lointaine vallée kurde, vers Shappur. Black-out total sur la filière employée. But: trouver des lieux propices à la construction d'hostos de secours entre Baneh, Saqqez et Mahabad et distribuer des médicaments. Cette mission clandestine relève plutôt du roman d'espionnage.

Imaginez votre médecin traversant un glaciais frontalier au pas de course entre 2 menaçants miradors, utilisant une trentaine de véhicules (du tracteur à la jeep) pour parcourir 800 km en moins de 20 jours. Empruntant à pied ou à cheval des chemins escarpés avec un sac à dos de médicaments, dans les profondeurs nocturnes au risque de se trouver canon à nez avec une arme automatique. Imaginez le dans une région (habitée) à 2000 m, restant 2 à 3 jours sans parler car ne comprenant pas le Kurde, en des lieux où 1 jour de retard à si peu d'importance (alors que nous courrons après d'hypothétiques minutes). Et cela pour de rarissimes médicaments à bas et qu'une ordonnance vous accorde à profusion. Triste problématique des guerres...

Le Kurdistan est une province chevauchant l'Iran, l'Irak, la Turquie, l'URSS et la Syrie. On peut évaluer approximativement la population kurde comme il suit : 6 millions en Iran, 8M. en Irak, 10 M. en Turquie, 1M. en URSS, 1M. en Syrie. Bien qu'en lutte depuis des siècles, il n'y a pas d'unité réelle d'action.

1946 en Iran, proclamation de la République kurde de Mahabad, avec pour chef Quazi Mohamed. A la chute de cette république, la gué-

rilla kurde iranienne sera masquée par le dynamisme des Kurdes irakiens qui sous l'impulsion de leur chef Barazni passeront le marché suivant avec le Shah : « Je vous livre armes, argent pour vous rebeller en Irak; en échange vous calmez vos frères iraniens ». Moralité : Barazni meurt en exil aux USA, et ce sera le début d'un froid entre Kurdes. Actuellement les combattants Kurdes iraniens dits « Peshmerga » sont 12000 et appartiennent au PDKI, parti dirigé par Ghassemelou ancien prof de kurde à la Sorbonne. Les « Pesh » tiennent la ville d'Oshnoviyeh; quant à Mahabad on ne peut y accéder: elle est tombée aux mains de l'armée et des Pasteurs (nom des milices civiles iraniennes) il y a quelques mois. Dans l'opération les Pesh ont volé sept chars et des armes à l'armée. Par la suite ils reprendront la ville mais encerclée par l'armée. Le bombardement de Mahabad provoque les scènes classiques de guerre d'exode de la population. Actuellement à Maku, il y aurait de sérieux affrontements. D'autre part le conflit irano-irakien provoque le bombardement de Rezaiyeh et d'Oshnoviyeh par les Migs irakiens. Il semblerait que les Kurdes irakiens soient tenus à l'écart du conflit par l'armée irakienne dans des sortes de campements...Le récent coup d'état turc semblerait avoir provoqué un certain canalisation des éléments kurdes de ce pays. Sur les neuf divisions de l'armée iranienne. Le problème de l'autonomie kurde relève d'une étrange géométrie : imaginez des partis antagonistes cherchant le coin idéal dans un cercle pour négocier. Les Kurdes sont des Musulmans sunnites dans un régime de musulmans chiites. Khomeiny et Bani Sadr n'ont rien contre l'autonomie kurde mais renvoient toujours Ghassemelou à l'arbitrage des Mollahs qui sont contre.

H.D.K.L.

Suite de la page 10 Entretien avec J.F. Kahn

Cela m'inquiète, il faudrait trouver des moyens d'échange, mais un de ces échanges pourrait être la lutte contre le racisme et c'est vrai que jusqu'à maintenant on n'en a pas eu. J'espère que la situation actuelle ne peut provoquer cette crise de conscience.

SF : Qu'est-ce qui explique qu'après la grève générale de septembre 73, dans les Bouches du Rhône et la région parisienne à la suite des treize assassinats d'immigrés maghrébins en une semaine à Marseille, il n'y a pas eu d'échange ?

J-F Kahn : Et les autres communautés ne se sont pas jointes ?

SF : Très timidement.

J-F Kahn : C'est vrai ce que tu dis, combien il y avait d'Arabes à la manifestation de Copernic; le phénomène joue dans ce sens, il y aurait pu y avoir 100 000 immigrés à Nation, et ils n'y étaient pas.

SF : Il y a donc bien des blocages ?

J-F Kahn : Il y a un blocage, de toute façon, si cela ne s'est pas fait, il ne faut pas se leurrer, il y a un blocage terrible. Et je ne dis pas que ces blocages ont disparu, je dis que j'espère que la rue Copernic a contribué peut-être à faire prendre conscience à certains que le racisme ne se découpe pas en tranches, c'est à dire qu'il y a un progrès dans ce domaine, s'ils ne l'ont pas compris, croyez-moi, il y aura malheureusement d'autres événements dramatiques qui amèneront y compris les pieds noirs à comprendre. Le plus bel exemple ce sont les pieds noirs. Les pieds noirs sont victimes en Corse d'un racisme du même type qu'eux-mêmes ont fait subir aux Algériens parce que pour les Corses ce sont des Arabes.

SF : Serait-ce alors une question de temps ?

J-F Kahn : Ce n'est pas un problème de temps. Les obstacles intellectuels et sociologiques sont des constantes. C'est un problème d'expérience. Malheureusement je ne crois plus, que dans dix, trente ou cinquante ans, on sera meilleurs. Je crois qu'il y a malheureusement une constante de blocage et c'est seulement l'expérience qui peut faire sauter ces blocages, et non pas une espèce d'évolution naturelle de l'histoire qui ferait qu'on a plus de choses qui vont toujours mieux. C'est dans ce sens que je dis que Copernic est un de ces éléments.

Propos recueillis par Saïd BOUZIRI et Kamel BEL ARBI



(Photo Saci Hadad)

- Tu as des nouvelles de ta famille?
- Ça va, ils vont bien
- Ils sont venus te voir?
- Non
- Ils savent que tu es là?
- Je ne sais pas
- Comment sais-tu qu'ils vont bien?
- On me l'a dit

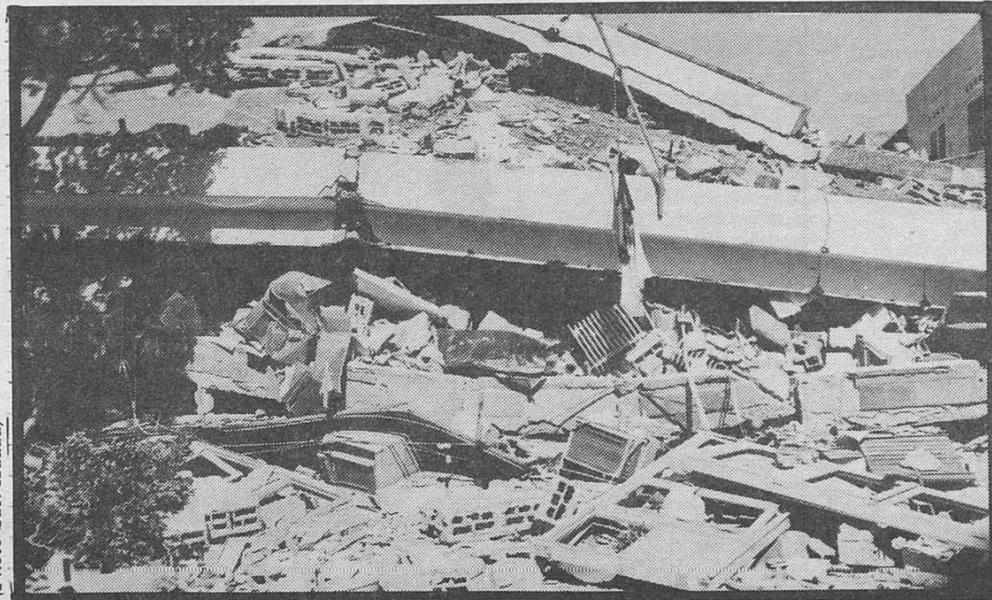
- Vous avez senti la secousse ?

- Bien sûr, c'était comme une bombe !

- Mais la maison était toujours debout ?

- Oui, alors nous avons couru ; nous sommes descendues par l'escalier. En descendant je suis tombée, je me suis relevée et je suis tombée à nouveau. J'avais ma nièce dans mes bras, quand tout à coup, le mur s'est écroulé sur moi. Puis plus rien. Dix minutes après, peut-être j'ai repris conscience.

- Tu étais sous les décombres ?



(Photo Saci Hadad)

- Oui, sous deux mètres de décombres. Alors je me suis mise à crier, crier tant que je pouvais.

J'appelais, j'appelais, mabelle sœur me répondait.

Je lui ai dit : « crie, crie ! » quand j'ai vu que je ne pouvais rien faire. Nos voisins aussi étaient sous les décombres, emmurés. Alors comme je criais je pouvais les entendre appeler leurs enfants par leurs noms...

- Et tes enfants, tu en as des nouvelles ?

- Non, je ne sais pas ce qu'ils sont devenus.

Al Asnam: ville terrassée

Dès les premiers moments, où a été apprise la nouvelle du séisme, des milliers de personnes se sont précipitées sur les agences d'Air Algérie et d'Air France pour pouvoir se rendre sur les lieux et rejoindre leur famille. Il était impossible d'avoir des informations précises. Toutes les communications avaient été coupées avec El Asnam. L'ambassade et les consulats étaient assiégés par les communications téléphoniques.

Air-Algérie a dû faire de nombreux vols supplémentaires. A l'aéroport de Marignane, c'était la cohue. L'attente fébrile d'obtention du billet. Certains étaient revenus depuis peu de congé. « J'avais laissé une ville neuve debout, en plein développement. Depuis 1962, Al Asnam a beaucoup changé. De nombreuses constructions ont été bâties. Aujourd'hui il paraît qu'il ne reste plus rien ».

« On dit que la ville est rayée de la carte. Quand tu penses que c'était vendredi, tout le monde est chez soi après le repas en famille ».

- Je vais voir ma famille, et dire qu'on se préparait à fêter l'Aïd ».

- Que faut-il faire ? Il faut prier, c'est le destin ».

Les immigrés originaires d'Al Asnam et de sa région avaient quitté leur travail pour se rendre en masse à leur lieu d'origine.

Il y avait aussi des médecins et les équipes spécialisées se rendaient en permanence sur les lieux. A l'aéroport d'Alger, 24H sur 24, un accueil avait été organisé pour les secours internationaux. Des membres du ministère de la Santé, de

l'armée, nous prenaient en charge, locaux acheminés sur les lieux.

Depuis l'annonce du tremblement de terre, vu l'importance des dégâts, toute l'Algérie a été mobilisée. Initiative du gouvernement, des ministères, des sociétés nationales, des syndicats, initiatives privées.

Un véritable élan populaire en faveur des sinistrés s'est tout de suite manifesté, des banques de sang ont été rapidement submergées par manque de moyens de stockage.

Il nous a fallu pas mal de temps pour arriver sur les lieux, bien que la circulation était interdite à la population civile, de nombreux véhicules se rendaient à Al Asnam. Nous étions accompagnés d'une équipe de sapeurs pompiers et des membres d'une mission du Secours Populaire Français. Nous étions trois médecins et une infirmière à venir de France.

Cependant l'infrastructure fut très difficile à mettre en place. Nourrir, loger, vêtir, administrer une population dépourvue de l'essentiel, empêcher les épidémies. C'est une tâche immense de reconstruction. Les premiers soins, et les aides urgentes ont été accomplies grâce à la mobilisation. Ensuite, le logement et la prise en charge des sinistrés, risquent d'être plus difficile à assumer.

Un bébé est né dans l'ambulance qui nous ramena à Alger. On a proposé de l'appeler « Zenal »*. La vie reprend vite le dessus.

H. KALI



Al Asnam solidarité

Association des Musulmans étudiants Nord-Africains en France. 115, Bld St Michel CCP 1092197 B Paris.

Société de St Vincent de Paul Louise de Marillac. 5 rue du Pré - au - Clerc 75007 Paris CCP 619921 H Paris.

Amicale des Algériens en Europe. 40, rue Boileau 75016 Paris U.M.B. Agence Barbès. 12 Bld Barbès 072970 100.

CIMADE. 176 rue de Grenelle 75007 Paris CCP 408887 Y Paris.

Association France-Algérie. U.M.B. 50 rue de Lisbonne 75007 Paris U.M.B. Agence Barbès. 12-14 rue Augereau 75007 Paris CCP 1658214 M Paris.

Fondation de France 40 avenue Hoche 75008 CCP 369 - G Paris

Association Solidarités 56 avenue de Clichy 75009 Paris

Banque Monod 57 avenue Hoche 75008 Paris compte n° 5 - 00200 11107

Croix Rouge française 17 rue Quentin Bauchard 75008 Paris CCP 600-00 Paris

Secours Catholique 106 rue du Bac, Paris Cédex 7, 75341; Tél. 320 14 14, CCP Paris 5620 09 K.

Secours Populaire, 9 rue Froissart Paris 3ème. CCP 654 37 H Paris.

Mentionner : POUR LES SINISTRÉS D'AL ASNAM

**Pour la littérature
Tolérance, réflexion, patrie**

On pourrait risquer une opinion tranchante pour résumer l'histoire et le contexte culturel de l'œuvre du dernier prix Nobel. Czeslaw Milosz prend sa place. Depuis la 2ème guerre mondiale; le monde vit et subit la montée et la floraison du manichéisme à toute échelle et sur tous les plans. Que d'espérances trahies, que de mouvements de jeunesse, que d'enthousiasme abattus par la froideur de calculs de profits politiques et économiques et sa répercussion dans tous les rapports humains ! Le sectarisme de petites mafias cyniques produit sans cesse des combines mesquines et mime ainsi la grande corruption du pouvoir, soit-il bureaucratique, militaire, ou de l'argent. Ces éléments qui ont fondé l'état absolu, maintenant le perpétuant masqué, même s'ils semblent disparus et font mine de s'opposer. Le résultat est toujours le même; différentes formes d'oppression et d'agression. C'est alors, face au pouvoir et aux pouvoirs que le rôle des intellectuels devient lourd de contenu, parce que le pouvoir a besoin de serviteurs qui agissent sur l'opinion publique. L'attitude de Milosz face aux pouvoirs répressif du stalinisme en Pologne a été exemplaire autonome; lucide; autocritique, en montrant entre autre que l'exil peut être une façon de s'enraciner encore plus dans la terre natal. Milosz appartient par choix à l'armée minoritaire de ce qui sont contre tout despotisme et qui ne se laissent pas intimider (parce que il y a aussi la peur et l'autocensure).

La rigueur de ses dénonciations du stalinisme, qui cependant ne sont jamais pamphlétaires me rappellent l'évêque Helder Camara (1), qui dans tout un autre contexte dira

« Même toi,
Avec ton regard irrésistible
De bonté infinie,
Tu n'as pas réussi à émouvoir
Le cœur
Du jeune homme riche.
Et pourtant; depuis son enfance,
Il observait
Tous les commandements.
Seigneur, mon Seigneur,
Ne nous permet pas d'édulcorer
Par fausse charité
Les terribles vérités
Que tu as dites aux riches ... »

Si Milosz peut témoigner de tolérance et c'est peut être ça le trait décisif de son œuvre, c'est parce que la tolérance c'est le résumé et la condition de sa propre vie.

Il est né en 1911 en Lithuanie et après la guerre de 1914 s'installe à Wilna en Pologne. Nous connaissons la Lithuanie grâce à l'évocation de son cousin Oscar, le poète du cimetière de Lafoten, du monde disparu de la Princesse Karamana, et de l'enfance. Le même élan nostalgique nous le trouverons dans l'œuvre Czeslaw; voir par exemple « Sur les bords de l'Isra », mais sa nostalgie est moins obsédée et obsédante que celle de son cousin Oscar. Czeslaw a plus de jeux, de grâce, et de sympathie pour la partie du monde vivante; accrochée à la vie de tous les jours et à la terre.

Voici comme il nous décrit sa ville, la ville de sa jeunesse; la source de son œuvre :

« Des rues étroites aux pavés pleins de traces, et la folle floraison du baroque : une ville jésuite d'Amérique Latine. La comparaison est d'autant plus justifiée que les Jésuites eurent ici, jadis un de leurs plus forts points d'appui dans cette région d'Europe.

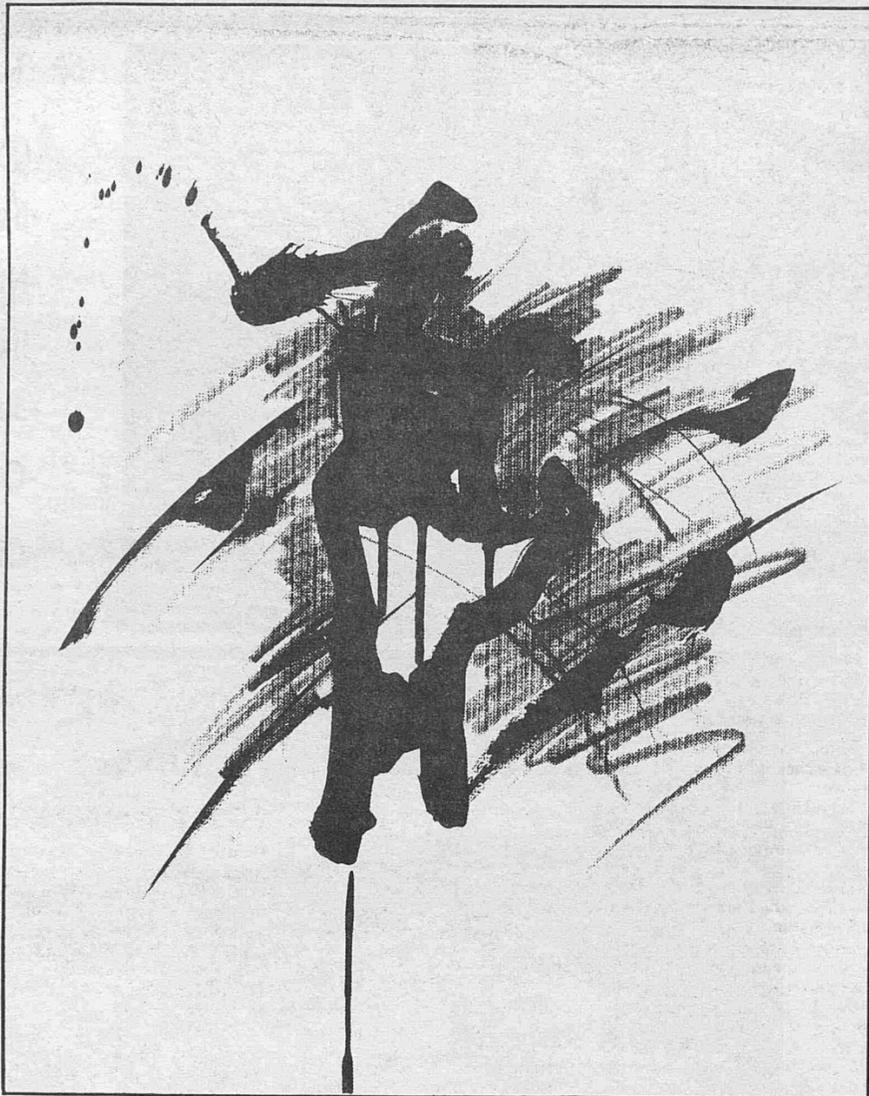
Trouve-t-on beaucoup d'autres villes dont le nom soit source de contestations ? Les Polonais disent Wilno; les Lithuaniens Vilnius; les Allemands et les Biélorussiens Wilna. Le fleuve qui l'arrose a lui-même deux noms : celui de Milia, et celui plus harmonieux, de Neris; qui évoque on ne sait quelle Néréide. Elle reçoit un petit affluent près d'une montagne conique on retrouve les ruines du Château des grands-ducs : c'est l'emplacement de l'ancienne capitale du Grand-Duché; quand la cité changeait de mains, les conquérants se hâtaient de planter leur étendard au sommet du bastion. Une troisième rivière, mystérieuse, est souterraine ... »

Dans un monde pareil la tolérance est une condition de vie; on parle différentes langues; on a différentes religions; on est donc plus sensible aux différences et plus ouvert à la richesse de la variété culturelle dont chacun profite de la connaissance vivante, d'autant plus Milosz.

« C'est le catholicisme romain qui dominait à Wilno, suivi par le Judaïsme. D'autres groupes religieux peu importants apportaient une touche pittoresque ... J'avais pour camarades d'école des Karaites. Ceux-ci affirment dériver de la secte des Esséniens, dont on a trouvé des manuscrits vieux de deux mille ans sur les bords de la Mer Morte. Ces Méridionaux aux cheveux d'un noir métallique, très Arabes comme type, s'occupaient surtout d'agriculture et de jardinage; leur temple s'appelaient la Kness... »

Oui, le prix Nobel à Milosz c'est le prix à la tolérance et à la réflexion exprimée en poésie.

Luis Mizon



**Adolfo Perez Esquirol
Pour la Paix**

Argentin, chrétien engagé dans la lutte pour les droits de l'homme dans son pays, emprisonné pour cela pendant près de seize mois, non, décidément, Adolfo Perez Esquirol n'est pas un prix Nobel comme les autres.

Artiste et professeur, il fait partie de ces humanistes du Tiers Monde pour qui l'engagement en faveur de la démocratie et du respect des libertés signifie autre chose que de simples déclarations de principe.

Dans une lettre adressée dès sa sortie de prison au CCFD il dit que son espoir est en l'homme, en la solidarité créatrice de liens privilégiés entre ceux dont c'est le seul pouvoir et la seule arme; lettre émouvante d'un homme qui sut par sa résistance faire fléchir la violence de ses oppresseurs qui conserva jusque dans les pires moments de souffrance une foi inébranlable en son combat.

« Un salut fraternel et le souvenir de toujours. Comme nous l'avons dit hier, le soleil brille pour tous, si nous vivons dans l'espérance. Merci pour votre appui, votre solidarité. Il est bon de sentir la main amie qui nous accompagne dans les moments difficiles, qui fortifie en nous la promesse de

continuer à lutter pour la paix et la justice.

Bien que l'expérience de près de quinze mois a été dure, j'ai essayé, soumis à de mauvais traitements physiques et au régime des « prisonniers dangereux », d'en extraire malgré mes limites les valeurs positives, de laisser mûrir les choses en profondeur, d'en revoir d'autres, d'accepter la souffrance avec la joie intérieure de partager avec mes compagnons l'assurance de ne pas être seuls, de savoir que le Seigneur est toujours présent et que tant d'amis de toutes les parties du monde nous accompagnent, de vivre la prière constante, de sentir que la liberté de la pensée et de l'esprit ne peut être enfermée par aucune prison et par aucun régime, qu'elle est bien au-delà et que le Seigneur nous donne des forces dans les conditions les plus critiques où l'homme est asservi en tant que personne pour être transformé en numéro (...). Il est nécessaire d'entrer en soi-même pour trouver la sérénité et le silence intérieur qui nous permettra de « faire le désert » pour rencontrer le Christ et nos frères.

Les mots ne peuvent exprimer ce que je ressens, les

retrouvailles avec la famille : Amanda, les enfants... Quelle joie immense et, en même temps, quelle angoisse pour tous ceux qui restent en prison, les disparus, les morts, en face de tant de situations d'injustice. Mais, il nous faut avoir confiance et nous en remettre au Seigneur, afin qu'il nous guide et nous fortifie dans l'espérance (...).

Je ne sais pas pour combien de temps je devrai me tenir à la disposition du Pouvoir exécutif national sous le régime de la « liberté surveillée ». Tout est une inconnue : depuis mon arrestation jusqu'à ce jour, je n'ai jamais été interrogé, on ne m'a jamais donné les motifs de ma détention malgré les 4 « habeas corpus » présentés par ma famille. Les juges se sont déclarés incompétents (...).

L'attribution du prix Nobel de la Paix à un militant des Droits de l'Homme, qui est aussi militant du Tiers Monde ne peut être ressentie de manière banale ou indifférente par des immigrés, issus souvent eux-mêmes de pays où la lutte pour les libertés fondamentales est un axe essentiel de la lutte des peuples pour la démocratie, elle constitue à la fois un espoir et un succès qui est celui de tous ceux qui, malgré la répression souvent sauvage dont ils sont les victimes, continuent de lutter de toutes leurs forces pour un avenir meilleur.

Notes.

1) Don Helder Camera, Mille raisons pour vivre. Seuil 1980 P. 109.

2 - 3) Czeslaw Milosz Une Autre Europe, Gallimard 1964 P. 57-59. Sur les Bords de l'Isra, Gallimard 1956.

TELE VU:

**Une
première :
FERHAT
ABBAS
à la Télé
Française**

Une émission décevante, il faut le dire tout de suite. Trop d'invités. Un sujet d'une telle ampleur ne pouvait être abordé d'une manière aussi superficielle. Une longue interview de Ferhat Abbas aurait été beaucoup plus intéressante.

Pourquoi cette kyrielle d'invités, qui ont peut-être quelque chose d'intéressant à dire, chacun de leur côté, mais qui ce soir-là malgré l'allure aimable et décontractée s'envoyaient de vieilles rancœurs à la figure.

Trop de contentieux entre ces pieds noirs, entre Robert Laffont et Claude Roy, entre Robert Laffont et Ageron suspecté d'être le compagnon de route de Charles André Julien. Et puis cet aimable professeur de Rabat traversé par la passion de l'autre, et ce pied noir reconverti en couscous vert, qui nous parle de cette joie, art de vivre méditerranéen, merguez et compagnie. Assez ! comme dirait l'autre, assez ! »

Nous aurions voulu quelque chose de plus sérieux. Ferhat Abbas a vécu des moments historiques importants. Des moments qui marquent en profondeur la conscience algérienne. Il aurait pu témoigner de la naissance du nationalisme algérien, et de la composante essentielle de ce mouvement qu'il animait.

Rien de tout cela : anecdote, rancœur, nostalgie. Qu'ai-je retenu de tout cela ?

La petite pointe de Ferhat Abbas qui cite un général français : « Les juifs à l'échafaud et les Arabes à la charrue ». Et puis l'amour de Claude Roy pour les filles de mon pays « passionnées, rebelles, sentimentales, tout quoi ! Maintenant que nous sommes réconciliés Pieds noirs et Algériens (tout le monde le dit) alors soyons sérieux, et échappons à ce sempiternel » comme on était, comme on est, devenu ».

Il nous faudra revenir dans ces colonnes sur l'histoire de l'Algérie, sa colonisation, son indépendance.

Deux livres au moins méritent d'être lus, celui de Charles Ageron et de Ferhat Abbas.

Nous en ferons une critique prochainement...

H. K.

AGENDA

PARIS

Salle des Arts et Métiers 9 bis avenue d'Iéna - 16. Concert de musique arabe le 5 novembre à 20h30 prix : 20F réservation au Centre Culturel Egyptien Tél 633 75 67.

Théâtre Noir 20 rue des Cendriers dans le 20^e, le 3, 4, 5 novembre à 20h30 Solo percussion avec Martin Saint Pierre Du 6 au 29 novembre à 20h30 Lamine Konté Musique Kora. Prix : 35F - 25 F étudiant.

L'Olympia 27 octobre à 20h30 récital exceptionnel de Nazare Peireira (Brésil).

Palais des Glaces 28 octobre - 16 novembre - Toto Bisainthe chants de la diaspora noire. Location : Fnac. Palais des Glaces 607 49 93.

La Tanière, 45 bis rue de la Glacière - 13^e - à 20h45 du 5 au 15 novembre Carlos Andreu et François Tusques.

Dunois, 28 rue Dunois - 13^e - du 29 octobre au 6 novembre, rencontres musicales ouvertes avec la participation de Edha Kungali le 31 octobre et le 6 novembre à 21h.

African Man and Jazz le 2 novembre à 21h
Kominikasion le 4 novembre à 21h.

Hôtel du Palais de la Défense du 18 novembre au 31 décembre. Bals réunionnais 2 jours exceptionnels les 10 et 11 novembre.

Forum des Halles : Inter Forum - niveau 4 du 6 au 14 novembre : exposition de tableaux du peintre prisonnier marocain Abdelatif Derkaoui.

Théâtre Noir, 20 rue des Cendriers. Exposition de photo jusqu'au 29 octobre les Antilles aujourd'hui 31 octobre : exposition de costumes du Dom.

Après la FNAC le Théâtre Noir du 27/10 au 5/11 et l'UNESCO du 6/11 au 15/11 accueilleront les auteurs, les acteurs et les films du cinéma Noir Américain Indépendant.

BANLIEUE

Aulnay sous Bois le 4 novembre à 20h30 à la Maison de la Culture : « Les Légendes du Siècle » spectacle de Georges et de Michel Raffaelli

Bobigny le 15 novembre à 20h30 et le 16 à 17h le même spectacle Tél au 868 00 22.

Ivry : Théâtre des Quartiers 40 rue Marat. « Pourquoi Bernedj s'est-il suicidé ? » de Nazim Hekmet mis en scène de Mhemet Ulusoy jusqu'au 9 novembre prix 25F.

Centre culturel de Chelles, Place des Martyrs de Chateaubriand samedi 8 novembre à 20h45 « Trio Fawzi al Aiedy ».

Maison pour Tous d'Elancourt - Centre des Sept Mares - du 7 au 23 novembre (Maison pour Tous

d'Elancourt Exposition « Les 99 miniatures des Maqamats de Hariri par Al Wassiti », « Recherche calligraphique ».

- du 7 au 29 novembre (Bibliothèque des Sept Mares d'Elancourt) « Imagerie Populaire en Terre d'islam » (exposition).

- mercredi 12 novembre à 14h (Ecole de Guyancourt) « Atelier sur le Conte »

- mercredi 12 novembre à 21h (Maison pour Tous) « Arabesque à voir et à entendre (spectacle-animation).

- vendredi 14 novembre à 14h « La Calligraphie arabe (CES de Trappes)

- vendredi 14 novembre à 16h30 « Approches de la civilisation arabo-musulmane » (école de Trappes).

- samedi 15 novembre à 9h30 « Atelier musique », « Atelier Calligraphie » « Atelier Conte » (Maison pour Tous d'Elancourt)

- mardi 18 novembre à 20h30 « Apporches de la civilisation arabo-musulmane » (Bibliothèque des Sept Mares).

- vendredi 21 novembre à 10h « Atelier sur le Conte école de Trappes).

- vendredi 21 novembre « Arabesque à voir et à entendre » (Maison pour Tous d'Elancourt) Maison des Jeunes et de la culture de Conflans Sainte Honorine :

- samedi 22 novembre à 20h30 « Trio Fawzi al Aiedy ».

PROVINCE

Evreux :

- du 21 au 28 novembre 80 « Cabeza de Vaca » de Bruno Castan création dramatique pour le jeune public.

Villeneuve d'Ascq

Au centre d'Action Culturelle « La Rose des Vents » le 6 et 7 novembre présentation du spectacle de Georges Aperghis et de Michel Raffaëlle : « Les Légendes du siècle ».

Calais le 21 novembre au Conservatoire présentation du même spectacle.

Nantes

le 13 novembre : amphi de la fac de droit Theresa Rebull

St Nazaire

Le 14 novembre à la Maison du Peuple toujours Theresa Rebull

Grenoble

Au théâtre municipal le 21 novembre 12h - 18h : Temo (Musicien Kurde).

Vesoul

Au centre culturel le 5 novembre Mohamed Belhafaoui (conteur algérien).

Amiens.

Maison de la Culture le 6 novembre : 20h30 Djamel Allam qui passera aussi le 7 novembre à Tourcoing au Théâtre Municipal le 8 novembre à Thionville au Théâtre municipal, le 23 novembre à St Etienne de Rouvray à la Salle des Fêtes toujours à 20h30.

BELGIQUE

Anvers.

8 novembre 1980 3^eme Festival de l'Immigré organisé par l'organe de contact et de solidarité Internationale (KIS). Le thème de ce festival est : **Vivre, travailler et décider ensemble ce qui veut dire : lutte pour le statut de l'étranger, lutte contre le racisme.** Des artistes, des groupes folkloriques s'y produiront programme d'animation pour les enfants, stand d'information, film et bal populaire. Prix : 7 F et 10f.

Annonces

Jeune fille 25 ans, expérience EMP - Amicale des Algériens en Europe - colonies de vacances (encadrements - animations) préventions 2 ans 1/2 - sans diplôme, souhaite boulot avec possibilité de formation Tél au 782 79 27, toute proposition sera la bienvenue. Accepte transferts.

Etant Kabyle, sachant un peu le parler et ne sachant pas l'écrire : cherche personne qui peut m'envoyer l'alphabet Kabyle et sa signification en français à l'adresse suivante : M. Amarouche Abdelkader n° 10 rue Paul Painlevé 24120 Terrasson Dordogne.

Désire connaître l'existence d'une association de femmes divorcées. Pour renseignements

écrire à Mme Lagree Michelle, Résidence Mellinet 6 rue Richer 44100 Nantes.

M.J.C recherche animateur secteur travailleurs migrants à compter du 15.11.80 - formation niveau DUT ou équivalence - expérience indispensable - salaire net mensuel 3400F, Envoyer candidature + CV à MJC, 10 Cours Carnot 76500 Elbeuf avant le 18/10/80. Ne pas téléphoner.

Revue

Combat réunionnais d'octobre - journal de l'émigration réunionnais - au sommaire : document du FRAPAR : pour la décolonisation de la Réunion ...adresse BP 54, 92270 Bois Colombes.

Libération Afrique n°7 : que fait la France encore à la Réunion N Informations, nouvelles brèves et le dossier Réunion, adresse du journal 14 rue Nanteuil 75015.

L'Union du Peuple Amzir vient de sortir un dossier Berbérie revue de presse, information culture et histoire on peut se le procurer : 6 rue Neuve des Boulets 75011.

Alternatives non violentes revue trimestrielle violences banales, dialogue Michel Bosquet, Serge July, Denise Van Caneghem : une psychologue de la paix. 3 rue Dumenge 69003 Lyon

Le Farci poitevin le mensuel existe depuis 1 an ... beaucoup d'info sur la région poitevin, des

supers dessins et une BD en dernière page.

La Cochenille vient de sortir son n° 43, à la une, justice et police: les garantis de la démocratie, 5 rue des Maréchaux 25400 Audincourt.

Nouvelles de l'Intérieur : bulletin d'information sur la Palestine occupée et la société israélienne. - Territoire occupé depuis 1976. - territoires contrôlés depuis 1947. - la société israélienne. Editions Tri : 246 rue St Martin 75003.

- Suarrement et sous développement » dossier du dernier numéro Alternatives non violentes, à commander à ANV, 3 rue Dumenge 69004 Lyon, 92 pages, prix 10F.

Parution d'un catalogue : « Cinéma et animation Tiers Monde (regards sur le développement, l'exploitation, la répression, l'émigration ...) réali-ser et diffuser par la Cimade, 176 rue de Grenelle 75007 tél 705 93 99

Le Comité de Coordination de l'Aide médicale à l'Iran, appelle à une aide médicale n° du compte bancaire : n° 020 334 9, Banque Melli 43 avenue Montaigne 75016. Pour l'envoi de vêtements et de médicaments : docteur Minani, 285 rue St Jacques 75005.

L'Agenda Palestine 1981 propose une documentation de base pour comprendre et expliquer la lutte du peuple palestinien prix 15F.

Un nouveau journal vient de naître « La Manille » fait par des détenus du Centre pénitentiaire de Haguenau. Au sommaire du n° 0 : de la poésie de nouvelles, des skeths, des enquêtes, reportage sportif, informations jeux et Alloc Contact ... B.P. 114 67504 Haguenau.

Prencença Portuguesa - a voz dos portugueses em França - à 15 ans d'existence - le numéro d'octobre vient de sortir, au sommaire, informaiton sur l'actualité politique en France, au Portugal, informations pratiques etc, etc ...

Dérive

Amensty International ont une nouvelle adresse : 18 rue Théodor Deck 75015 tél au 577 65 65, métro Convention ou Boucicaut. Bus 39 49 62.

Réunion publique le 5 novembre 80 à 20h au 177 rue de Charonne salle de l'Ageca métro Dumas, pour organiser un carnaval dans le métro.

Les personnels des Organismes de formation de Migrants et leurs organisations syndicales CFDT et CGT, réunis lors du séminaire du Comité de Liaison Préformation à Dijon le 25 septembre 1980, organisés par Chazal directeur de DPM et par le FAS, dénoncent l'aggravation de la situation des travailleurs étrangers et de leur famille. La dégradation des moyens de formation, d'alphabétisation comme de préformation, - la diminution d'une part du montant de la rémunération des stagiaires, d'autre part du nombre de bénéficiaires. Cela se traduit par de nombreux licenciements des personnels de

formation. Ils demandent : l'arrêt d'une telle politique et exigent le maintien du potentiel de formation, et, pour pallier les difficultés financières immédiates et éviter la disparition à court terme du Réseau de formation, la révision des normes de financement, et la diminution des délais de paiement.

UNE CARTE POUR UN MONDE SOLIDAIRE

Depuis l'aube des temps, l'homme a essayé de représenter la terre qu'il habite. Il y a 2500 ans le Grec Hekataios ne représentait que le bassin méditerranéen, l'église jusqu'au 13^e siècle diffusait la carte d'une terre plate comme un disque dont Jérusalem était le centre. En 1564 Mercator, géographe dessine une mappemonde extrêmement intéressante : c'était la première représentation rigoureuse du monde, mais depuis de nombreux cartographes se sont attachés à corriger les déformations de la « projection cylindrique » : citons les plus célèbres : Sanson (1650), Boune 1752, Mollweid 1805, Hammer 1892, Goode 1923 etc. Mais à l'usage c'est la projection de Mercator qui s'est révélée pendant 4 siècles, la plus pratique, mais il est à remarquer les énormes qualités de la carte Mercator, l'Europe se trouvait extrêmement avantagée : proportionnellement elle apparaît beaucoup plus grande que toutes les régions plus au sud : d'autres part, elle est vue comme le centre du monde.

Ainsi, nous avons tous été éduqués dans cette idée que l'Europe est la maîtresse à penser du monde et que le monde s'ordonne autour d'elle.

Aujourd'hui pourtant, tout contredit ces croyances fondées sur des rapports de domination. Aussi devons-nous changer notre conception des rapports entre les peuples y compris à travers la représentation géographique que nous nous faisons de la terre.

C'est à cela que nous invite la nouvelle planisphère d'Arno Peters * à une image fondée sur des rapports de domination elle substitue la perspective d'un monde solidaire.

* Arno Peters est un historien allemand qui est devenu cartographe. On peut se procurer cette carte au CCFD, 4 rue Jean Lantier 75001.

EL ASNAM

Représentation de Moha le Fou, Moha le Sage sous l'égide l'A.N. France-Algérie au profit des sinistrés d'El Asnam le 28 octobre et le 21 novembre à l'espace Masalia 60 rue Grignon Marseille.

- L'Association d'Entraide pour les rescapés d'El Asnam organise le 16 novembre de 14h à 18h à la Mutualité avec la participatin de chanteurs maghrébins : Ahmed Ben Diab, Akli Yahiate-ne. Prix des places 30F.

- A la Maison pour Tous (St Quentin en Yvelines) le 6 novembre en soirée, rencontre culturelle dont le bénéfice ira aux sinistrés d'El Asnam, avec le groupe Azenzar.

Egalement au bénéfice des sinistrés d'El Asnam : le 22 novembre à l'Olympia. Avec en particulier, Djamel Allam, le même jour (22/11), de 16h à 23h, au chapiteau J. Richard de la porte de Pantin : Idir et Ait Menguellet.

RETENEZ DES MAINTENANT VOTRE

SANS FRONTIÈRE

un grand moment.

HEBIDO

25 NOVEMBRE 80

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

De l'urgence de l'anti-racisme

Entre le 28 septembre et ce 28 octobre, trois événements ont marqué à des niveaux divers. Faut-il rappeler l'actualité : l'odieux attentat de la rue Copernic, la déclaration pour le moins xénophobe de M. Stoléro (de surcroît illégale comme le rappelle le GISTI) et enfin l'assassinat du jeune Maghrébin de Marseille.

Face à cette escalade d'indignité, d'intolérance et de lâcheté, nous choisissons notre camp, et votons à notre manière, avec ce journal, avec nos écrits et les vôtres, même si ce droit — précaire depuis longtemps — l'est encore un peu plus depuis l'expulsion de Simon Malley, kidnappé aussi en ce triste mois d'octobre.

Or que ressort-il de ces divers témoignages, cris du cœur et interrogations recueillis à Paris, en Lorraine comme à Marseille ?

Que disent ces contributions faites par des gens de diverses nationalités, que nous avons dû parfois raccourcir, comprimer, pour les faire tenir dans ces seize pages ?

Un aveuglement officiel indigne

Il apparaît tout d'abord que ces trois événements, sont non seulement rapprochés dans le temps mais absolument liés, et d'abord au niveau de la responsabilité officielle. Celle d'un gouvernement qui refuse obstinément de voir les réalités en face, le mal qui ronge depuis longtemps cette société et qui s'en tient à un discours

mythique, à une vision complètement irréaliste de ce pays, qu'il est censé gouverner, donc connaître.

La ratonnade banalisée, le contrôle d'identité sélectif légalisé dans les couloirs du métro avant de l'être par le législateur, les meurtres, les bombes, et enfin cette interminable série de petites inscriptions racistes des petits « attentats » quotidiens que sont l'insulte, la vexation, le refus de louer à un métèque ou de lui servir un simple café, autant de faits que les autorités s'obstinent à ignorer, à nier, quitte à orienter notre regard du côté de Moscou ou de Tripoli lorsque l'affaire ne peut être dérobée à la Une des médias.

On aurait pu espérer qu'à la suite de l'émotion quasi magique qui a suivi l'attentat de Copernic, cet aveuglement officiel était quelque peu ébranlé.

Or il n'est rien et il suffit, pour s'en convaincre d'écouter M. Barre déclarer à Tunis le samedi 25 octobre « qu'il n'y avait pas en France de montée du néo-nazisme ou de l'antisémitisme ».

Face à nos appels, nos revendications, à nos témoignages on oppose un mépris serein. Méprisés depuis toujours, les victimes du racisme et ceux qui luttent contre sont catalogués en cette fin de mois d'octobre méprisables par M. Barre qui déclare à Tunis que le but de toutes ces campagnes est de « ternir l'image » de la France et peut-être la déstabiliser, à en croire le ministre de l'Intérieur.

À ceux qui évoquent la déstabilisation de la France nous disons qu'il s'agit

plutôt d'une déstabilisation des esprits et des cœurs, d'une politique qui vise à implanter la peur, la suspicion, la résignation et le désespoir. Et cette politique est le fait de ce gouvernement.

Face à cela que pouvons-nous faire ?

Pour une mémoire de l'anti-racisme

Il nous faut témoigner, encore témoigner, toujours témoigner des méfaits de ce racisme, en raconter « la saloperie » en rapportant l'étendue.

Nombre d'entre nous, dont beaucoup d'immigrés arabes ont été gênés partout ce qui a suivi Copernic et d'autres se sont sentis oubliés, parfois attaqués par toutes les insinuations indélicatement faites dès le samedi 4 octobre.

D'autres sont allés malgré tout, à la synagogue et à Nation dire leur solidarité, l'absence des autres exprimait peut-être leur incompréhension, mais à coup sûr leur isolement, leur désarroi, ceux d'une communauté qui ne compte plus ses morts, ses ratonnés, ses sursauts de révolte, souvent accomplis dans la solitude et qui se sent profondément étrangère à ce pays. Même si, à cause d'un accident de l'histoire, certains de ses membres ont la nationalité française. Tellement étrangère qu'on a vu des familles des flamants à Marseille déchirer leurs cartes d'identité française et des milliers d'immigrés de Marseille se rassembler autour de cette cité, où il y a pourtant un

grand nombre de « Français musulmans » comme disent pudiquement les autorités.

Cette communauté (qui ne vote pas encore mais qui aura dans quelques années un poids électoral certain, ne serait-ce qu'à cause des 300 000 jeunes de 16 ans, nés en France et Français par la grâce du code de la nationalité, s'est tue après Copernic.

Certains y ont vu un manque de conscience, nous, nous préférons y voir l'immense travail à accomplir, celui d'une véritable politique anti-raciste.

Si la présence de Bernard Stasi, après Copernic de mardi 7 octobre, ne peut éclaircir les attaches de l'UDF avec des milieux d'extrême droite, et si la présence de quelques immigrés ne peut pallier à l'absence de milliers d'autres, la présence de maître Aragones, délégué régional de la Licra sur la Cannebière.

cette manière ostensible de se mettre en tête d'une manifestation peu organisée — et ce n'est pas un mal — ne peuvent tenir lieu d'une politique anti-raciste, qui reste à réinventer.

Cela passe nécessairement et toutes vos contributions le rappellent, par une reconnaissance de la France comme une société multi-raciale, où la coexistence entre les communautés doit remplacer leur juxtaposition, et la découverte

mutuelle, la méfiance.

Ce débat inter-communautaire primordial ne peut se faire à partir des points de rupture, des positions extrêmes de chaque minorité. Le dialogue judéo-arabe ici en France, et qui est une des clés de cet échange à réaliser ne peut se faire sous la bannière d'Israël ni d'aucun autre Etat quel qu'il soit d'ailleurs.

HEBDO !

Abonnez-vous !
Abonnez-vous
Amis !..
c'est,

- Aider à la naissance du premier hebdo de l'immigration ;
- Contribuer à l'indépendance financière du journal, garant de sa liberté d'expression et de critique ;

FRONTIÈRE